



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2021-05-1/ 2021-05-15]

**Publicación quincenal**

**Edición en francés por Luc de l'Arbre**

**Samedi 1<sup>er</sup> mai.**

**Félix Tshisekedi décrète un état de siège au Nord-Kivu et en Ituri.** Cette décision a été prise « au regard de la gravité de la situation dans ces deux provinces conformément à l'article 85 de la constitution ». L'état de siège a été décrété après concertation entre le chef de l'Etat et le conseil supérieur de la défense, constitué notamment du premier ministre et des deux présidents des deux chambres du parlement. L'objectif poursuivi est de mettre rapidement fin à l'insécurité qui décime quotidiennement la population locale.

**Lubumbashi : Sama Lukonde appelle au soutien de l'action gouvernementale.** S'adressant à la population rassemblée à la Grand-Place de la poste, a expliqué les missions assignées à son gouvernement par le chef de l'Etat ; notamment la restauration de la paix, la lutte contre l'insécurité dans les provinces de l'Ituri, du Nord et Sud-Kivu et l'amélioration du social de la population. Selon lui, son gouvernement a la chance de relever le défi au regard de son inclusivité. Et pour atteindre cet objectif, il a sollicité l'appui de tous. Il a mis un accent particulier sur la relance de l'économie nationale pour la création d'emplois. Il a demandé à l'assistance de lutter contre le tribalisme.

**Tanganyika : les habitants de Kachambuyu dans la tourmente des catastrophes naturelles.** Le premier élément c'est le vent violent du mercredi dernier. Il a causé la destruction des dizaines de maisons et le décès d'un pasteur d'une église locale, surpris au large du fleuve lors du passage de la tempête. Des dégâts suivis par l'inondation des eaux du fleuve Congo. Les champs des paysans en sont touchés. A ces difficultés s'ajoute la présence d'un lion, qui empêche les paysans à atteindre leurs champs. Les rugissements du carnassier troublent, depuis, le sommeil des habitants.

**Mbandaka : début de l'identification des conducteurs des véhicules.** La Commission nationale de prévention routière (CNPR) a lancé vendredi 30 avril la campagne d'identification des conducteurs des véhicules et taxis dans la ville de Mbandaka (Equateur). Le directeur de la CNPR/Equateur, compte organiser aussi une formation sur la courtoisie routière et le code de la route. Plusieurs conducteurs de taxis ont salué l'initiative.

**Ituri : reprise du trafic sur la route Komanda-Luna.** Ce samedi matin, des dizaines de véhicules qui étaient bloqués à Komanda en partance vers le Nord-Kivu ont de nouveau pris le tronçon Luna sur la route nationale numéro 4. Des sources sécuritaires rapportent que, lors de l'attaque des ADF à Ndalya vendredi, un camion transportant du charbon de bois a été brûlé par ces rebelles, qui ont également pris en otage dix personnes. Ces ADF ont aussi incendié une moto et trois maisons de commerce. Cette situation a perturbé le trafic sur cette route. Depuis vendredi soir, les dix personnes enlevées ont réussi à s'échapper des mains de leurs ravisseurs.

**Nord-Kivu : le gouverneur Nzanzu appelle la population à soutenir l'état de siège.** Le gouverneur du Nord-Kivu, Carly Nzanzu Kasivita, salue l'annonce de la mesure d'état de siège décrétée par le chef de l'Etat pour le Nord-Kivu et l'Ituri en vue de rétablir la sécurité dans la partie Est de la RDC. Il a appelé toute la population de sa province à soutenir et se mobiliser pour la réussite de cette mesure, pour que prennent fin les massacres et souffrance de celle-ci. Il souligne qu'il revient au Parlement de définir le contenu ainsi que les mesures d'application de cet état de siège. **Etat de siège : la société civile du Nord-Kivu émet des craintes.** Pour vice-président de la société civile de Goma, avec cette mesure d'état de siège, il y a risque d'enregistrer une montée en flèche des cas de violations de droits de l'homme, si des mesures d'application plus appropriées ne sont pas prises. Il craint en outre, que cette mesure n'ouvre une brèche pour restreindre totalement certaines libertés, notamment de la presse. Il recommande au gouvernement de mettre en place un système d'alerte efficace pour dénoncer tout dérapage des agents et militaires qui auront cette responsabilité.

**Sud-Kivu : détérioration d'infrastructures routières à Fizi.** Après l'effondrement des ponts de Lusenda et Kabumbe, la situation continue à s'aggraver sur toute la route dans son entité. Elle fait suite à une forte pluie, qui s'est abattue récemment sur la région, et à la montée des eaux du lac Tanganyika à Pemba, non loin des Luhanga. Les transporteurs témoignent que, quand il pleut, les véhicules mettent deux à trois jours attendant la baisse des eaux de la rivière pour traverser. Cette situation affecte les mouvements commerciaux et les activités socio-économiques à Mboko et à Lusenda.

**Les casques bleus de la Monusco déjouent une attaque de la Codeco à Mahagi.** La Monusco a ouvert le feu la nuit de vendredi à samedi 1er mai sur des miliciens du groupe armé de la Codeco à Kasigbana, une petite localité du village Pamitu Kaliesh en chefferie de Djukoth dans le territoire de Mahagi. Selon des témoins, l'objectif était de pourchasser ces assaillants qui voulaient commettre des exactions contre la population civile dans cette entité. Avant de prendre la fuite, ces éléments de la Codeco ont emporté vingt-trois chèvres de la population locale, indiquent des témoins.

#### **Dimanche 2 mai.**

**Le syndicat plaide pour la répression des détournés des deniers publics.** Le secrétaire général du Conseil syndical des services publics et privés de la RDC estime que l'atteinte de ces objectifs passe par : « L'indépendance du pouvoir judiciaire vis-à-vis des autres pouvoirs, la lutte contre la corruption et d'autres antivaleurs, en sanctionnant sévèrement les coupables, l'application sans faille du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), la généralisation de la sécurité sociale pour tous les agents et fonctionnaires de l'Etat ». Ce syndicat propose également l'instauration d'un dialogue social permanent et sincère, gage de la paix sociale durable et de prospérité économique.

**Cardinal Ambongo aux travailleurs : « Ne faites pas de votre travail un lieu de vol, exploitation, escroquerie, Il a lancé cet appel lors de son homélie du 1er mai à la paroisse Saint Léon le Grand à Kinshasa. Evoquant la valeur du travail, l'archevêque de Kinshasa appelle les travailleurs à privilégier l'intérêt général. « Il faut savoir chercher d'abord, le bien des autres avant ceux personnels. C'est cela être responsable devant Dieu : permettre au projet de Dieu de s'accomplir, s'oublier ou prendre des risques et rechercher le bonheur de tous. Pensons aujourd'hui à toutes les personnes qui sont professionnellement exploitées. Elles travaillent plus et ne gagnent rien à cause de l'égoïsme humain. Ces personnes qui n'arrivent pas à trouver du travail malgré leurs compétences à cause du tribalisme et du népotisme. »**

**Ituri : le gouverneur Bamanisa appelle la population à soutenir l'Etat de siège.** « Depuis deux ans que nous sommes là, nous n'avons vu que la dégradation de la situation sécuritaire. Vu tout ce qui s'est passé jusqu'à présent, il est important que toute la population soutienne cette démarche », a-t-il argumenté. Pour le chef de l'exécutif provincial, cette mesure permettra de restaurer la discipline. Il appelle aussi les groupes armés à déposer les armes : « Qu'ils se rendent et déposent les armes. Cela permettra à la population de vaquer à ses occupations (...) L'Ituri est aujourd'hui réduit à un système où les gens ont perdu leur pouvoir d'achat, les routes sont coupées, il y a l'asphyxie, et ce n'est pas acceptable. Nous allons encourager l'armée à faire son travail ». Il appelle la population à demeurer unie « pour vaincre l'ennemi de la paix ».

**Grand Kasai fondation s'implique dans la mise en œuvre des projets de développement prévus par le gouvernement.** L'association Grand Kasai fondation s'engage dans l'appropriation des projets de développement de cinq provinces de l'espace Kasai, à savoir Kasai-Oriental, Kasai-Central, Kasai, Lomami et Sankuru. « Nous, membres de Grand Kasai Fondation, demandons au chef de l'Etat de s'impliquer personnellement pour l'entame des travaux du barrage de chute Katende et de la route de Kalamba Mbuji. Nous prenons l'engagement d'accompagner le chef de l'Etat pour mieux traduire en acte son projet de société, le peuple d'abord », indique la déclaration finale.

**Ituri : les Fardc récupèrent Nyakunde occupé par les miliciens de FPIC depuis 3 semaines.** Dimanche 2 mai les Fardc basés à Marabo ont lancé une offensive contre les miliciens de la Force patriotique et intégrationniste du Congo. Ces miliciens régnaient en rois dans ce village réputé pour son hôpital général de référence. La grande majorité des combattants de la FPIC qui occupaient Nyakunde et qui étaient informés de l'imminence de cette offensive de l'armée

ont vidé ce village avant l'entrée des Fardc. Le porte-parole de l'armée en Ituri les opérations se poursuivent pour nettoyer la zone où l'ennemi s'est retiré, précisément dans les montagnes surplombant le centre de Nyakunde.

**Tanganyika : la découverte d'un nouveau site minier d'or au cœur des tensions entre les villages de Nyembo et Kahinda.** Cette montagne, où on a découvert un nouveau site minier d'or se trouve à la limite de deux territoires. Du coup, les villages de Nyembo du côté du territoire de Kongolo et Kahinda du territoire de Nyunzu sont les deux contrées frontalières entrées en conflits depuis deux mois. Ils se disputent la paternité du secteur aurifère sur la montagne Mundi. Cette situation conflictuelle a contraint les autorités provinciales à dépêcher les deux administrateurs de territoires sur le lieu pour baisser la tension. Une délégation composée d'experts de la province du Tanganyika est attendue les prochains jours dans la zone pour statuer sur le cas.

**Meurtre du cheikh Ali : mobiles et meurtriers toujours recherchés.** Certaines sources estiment que les prédications de la victime, ces derniers jours, qui écartaient le lien entre l'Islam et les agissements des ADF, serait une des raisons de son décès. Le cheikh Ali Amini, a été tué par balle samedi 1er mai en pleine prière dans la mosquée centrale Al-Jammiya de Mupanda, au quartier Kasabinyole dans la Commune Ruwenzori, ville de Beni. Selon les premiers témoignages, l'assassin s'est introduit dans la mosquée avant de tirer à bout portant et blesser mortellement cette figure bien connue de la communauté islamique de la ville et territoire de Beni.

**Butembo : une position des Fardc attaquée, un militaire tué.** L'incident a eu lieu au niveau de la position Fardc de Mavono, à la limite entre la ville de Butembo et la chefferie des Bashu dans le territoire de Beni. Des sources militaires affirment que les assaillants seraient des Mai-Mai. D'après le commandant des opérations Sokola1 axe Sud, ces derniers ont abattu un militaire et blessé un autre. Des échanges de coups de feu n'ont pas empêché ces miliciens à récupérer l'arme du militaire tombé avant de s'enfuir. En moins d'un mois, au moins trois attaques de ce genre ont été enregistrées dans la région. Avec ce mode opératoire, des observateurs locaux pensent que la sécurité de la ville est menacée.

**Kinshasa : ouverture ce lundi du procès du général Delphin Kahimbi et celui de Kalev Mutondo.** Le procès du meurtre du général Delphin Kahimbi, ancien chef d'état-major adjoint des Fardc en charge de renseignements militaires retrouvé mort dans sa maison le 28 février 2020 à Kinshasa, s'ouvre le lundi 3 mai à Kinshasa. Six personnes dont la veuve du général, Brenda Nkoy, vont comparaître dans une audience publique devant le tribunal de grande instance de Kinshasa-Gombe. Elles sont accusées d'homicide volontaire avec préméditation sur le général et de participation à la commission d'assassinat. Le général major Delphin Kahimbi est décédé le 28 février 2020 à Kinshasa. Il avait été suspendu deux jours avant sa mort, après avoir été interpellé le 20 février 2020 par la Direction général de migration (DGM), alors qu'il s'appretait à s'envoler pour l'Afrique du Sud. **Des enquêtes de l'armée.** Le haut commandement militaire avait affirmé, dans une déclaration signée le 28 février 2020 par le chef d'Etat-major des Fardc, que toutes les dispositions avaient été prises pour élucider les circonstances de la mort du général Delphin Kahimbi. Le 6 mars de la même année, le Président Félix Tshisekedi avait annoncé au Conseil des ministres que d'après les éléments en sa possession, en ce qui concerne la mort du général Delphin Kahimbi, « il s'agit d'une mort par pendaison ». L'ouverture de ce procès permettra d'éclairer l'opinion sur les circonstances de la mort du général Kahimbi. **Kalev à la barre.** Dans une autre affaire, toujours devant le même tribunal, s'ouvre le procès de Jean-Claude Muyambo et consorts contre l'ancien administrateur général de l'ANR, Kalev Mutondo. Il est poursuivi notamment pour torture et tentative d'assassinat. Son avocat estime que Kalev Mutondo est victime d'un «acharnement». Le procureur général près la Cour d'appel de Kinshasa/Gombe avait lancé le 11 mars un avis de recherche contre Kalev Mutondo.

### **Lundi 3 mai.**

**L'Ituri compte environ 12 groupes armés actifs.** Depuis plus d'une décennie, des groupes armés sont signalés dans la province de l'Ituri, jadis un district de la Grande Province Orientale. Certains parmi eux ont été démobilisés vers les années 2005 et 2006 et d'autres d'autre sont restés en brousse, notamment la FRPI. En décembre 2017, soit douze ans après, les violences ont refait surface dans le territoire de Djugu avec l'Union des révolutionnaires pour la défense du peuple congolais URDPC/CODECO. A ce jour, dans les territoires de Djugu et Mahagi des éléments URDPC/CODECO commettent plusieurs exactions contre les populations. Ils tuent, érigent des barrières pour percevoir des taxes, incendient des maisons et des véhicules sur la route nationale numéro 27. La même situation prévaut du côté ouest et sud de la province, vers Irumu et Djugu, avec la présence de groupes armés, dont la FPIC et la Force de défense contre la balkanisation du Congo (FDBC). Elles commettent de graves exactions contre la population. Au sud de Bunia, les civils sont également victimes d'exactions des éléments réfracteurs de la FRPI et des ADF. A Mambasa, une région qui égorge d'une multiplicité de groupes Mai-Mai occupant plusieurs carrés miniers, les habitants souffrent du jour au jour de leurs exactions. Malgré les efforts fournis par l'armée, ces groupes armés sont toujours actifs dans la province.

**Haut-Katanga : Olive Lembe Kabila plaide pour la protection de petits agriculteurs.** Pour elle, avec l'adhésion de la RDC à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), les autorités du pays devraient faire en sorte que

les biens de première nécessité qui proviennent des pays limitrophes ne viennent étouffer les efforts des producteurs locaux. Ces derniers sont des gagnepétits produisant les mêmes biens. Olive Lembe Kabila invite les autorités compétentes : « Nous demandons aux autorités du pays de nous aider en allégeant les mesures, afin que nous aussi nous puissions produire à moindre coût, afin que nos produits soient vendus aux mêmes prix que ceux importés et surtout en protégeant les consommateurs. » Elle a sensibilisé l'assistance à l'importance du travail pour l'auto prise en charge.

**Maniema : une centaine d'agriculteurs en formation sur la filière « Macadamia ».** Pour le directeur général de la société Sophin SARL de Goma, initiateur du projet, l'objectif est de sensibiliser les paysans du Maniema sur les avantages de la culture de la noix de Macadamia. Ce projet vient renforcer la vision du gouvernement provincial, poursuit-elle, qui fait de l'agriculture l'une de ses priorités pour combattre la faim. La noix de Macadamia est un antioxydant, énergétique qui contient des acides gras permettant de faire baisser le taux de cholestérol et les risques des maladies cardiovasculaires.

**Sud-Kivu : l'UNPC invite les autorités à faciliter aux journalistes l'accès à l'information.** La liberté de la presse n'est pas garantie par les tenants du pouvoir au Sud-Kivu qui ne facilitent pas aux journalistes d'accéder aux sources d'information, a dénoncé lundi 3 mai le président provincial de l'Union de la presse congolaise (UNPC), à l'occasion de la célébration de la journée internationale de la liberté de la presse. Il lance un appel en direction des autorités de faciliter aux journalistes l'accès à l'information pour le besoin d'intérêt public.

**Kinshasa : l'UNC va décerner le prix Lucien Tshimpumpu à 4 journalistes.** La journée mondiale de la liberté de presse est célébrée ce 3 mai, sous le « l'Information comme bien public ». Le président de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) souligne l'importance de la journée : « Ça fait trente ans que la déclaration de Windhoek a été adoptée par l'UNESCO à travers l'Assemblée générale des Nations unies pour célébrer cette journée. Donc le thème choisi cette année est l'information comme bien public et pour cela le monde entier célèbre la journée mondiale de la liberté de la presse. » Dans l'après-midi, l'UNPC va décerner le prix Lucien Tshimpumpu à 4 journalistes qui se sont distingués dans le traitement de l'information relative au COVID-19.»

**Beni : le parlement d'enfants plaide pour la reprise effective des cours.** Le coordonnateur du parlement d'enfants du Grand Nord au Nord-Kivu dit suivre de près la situation qui prévaut dans la ville de Beni caractérisée par une série de marches et sit-in d'élèves pour exiger la paix. « Nous commencerons par dire à tous les enfants qui ont été à la mairie que nous sommes très touchés par cet acte de bravoure qu'ils ont eu en plaidant pour le droit à l'éducation, réclamant le droit à la paix pour une bonne éducation ». Par la même occasion, il demande aux autorités de prendre leurs responsabilités face aux revendications des écoliers. Joël Kavuya plaide ainsi pour la reprise effective des cours ainsi que le réaménagement du calendrier scolaire, uniquement pour les élèves de Beni. **Reprise timide d'activités scolaires à Beni.** Les cours ont bel et bien repris ce lundi 3 mai dans la sous-division de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) de Beni (Nord-Kivu). Certains parents rencontrés disent avoir volontairement retenu leurs enfants à la maison pour observer d'abord l'ambiance de cette première journée. Certains disent craindre pour la sécurité de leurs enfants, vu le climat qui a régné dans certaines écoles les jours passés.

**Kinshasa : le procès Kalev renvoyé au 10 mai.** Le tribunal de grande instance de Kinshasa/Gombe a renvoyé lundi 3 mai le procès Kalev au 10 mai. Cette décision a été prise à la demande du collectif des avocats de l'ancien administrateur général de l'Agence nationale des renseignements (ANR). Ces derniers ont sollicité la remise pour permettre à leur client de comparaître physiquement.

**Etat de siège : une expérience qui rappelle celle de 1996 au Nord-Kivu.** En octobre 1996, en effet, dans le même contexte d'insécurité, le président Mobutu avait confié la gestion du Nord et du Sud-Kivu entre les mains des généraux en remplacement des autorités civiles. Le général Elesse avait été désigné pour diriger le Sud-Kivu. Tandis que son collègue d'arme, le général Ngwala Panzu, dirigeait le Nord-Kivu. Le but était de tenter d'organiser la défense de deux villes principales de la région, Bukavu et Goma, contre la rébellion de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), dirigée par Laurent Désiré Kabila et soutenue par des troupes étrangères. Quelques dispositions avaient été prises à cet effet, notamment, l'instauration d'un couvre-feu, la surveillance accrue de la population, la restriction de certaines libertés, dont la liberté de manifester. Malheureusement, la mission de ces deux généraux n'avait pas duré longtemps. L'AFDL était déjà aux portes de ces deux villes, après avoir conquis plusieurs localités dans la zone d'Uvira et Lemera au Sud-Kivu. En 2021, les avis divergent quant à cette décision de Félix Tshisekedi d'instaurer un état de siège pour les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Le gouverneur du Nord-Kivu a appelé la population locale à soutenir cette décision. Mais, plusieurs observateurs pensent que le contexte des conflits armés au Nord-Kivu et dans l'Ituri ne sont pas les mêmes que ceux vécus de 1996. Nombreux pensent qu'il faille appliquer la rigueur de la loi pour sanctionner tous ceux qui alimentent les conflits armés.

**Ituri : l'armée déloge la milice FPIC de trois villages à Irumu.** Ces opérations militaires ont permis aux FARDC de chasser les miliciens de la FPIC du centre de Nyakunde et de localités de Kalingi, Malubata et Malumbabo. Selon le

porte-parole de l'armée en Ituri, ces rebelles ont occupé ces villages pendant trois semaines. Treize miliciens ont été neutralisés et quatorze autres capturés, dont sept blessés graves qui sont internés à l'hôpital général de référence de Nyakunde, selon la même source. Un militaire a également été grièvement blessé au cours de ces combats. L'armée demande aux habitants, qui avaient fui ces affrontements, de regagner leur milieu.

**Lubumbashi : Sama Lukonde et des leaders locaux préoccupés par l'insécurité au Haut-Katanga.** Des pistes de solutions ont été proposées au Premier ministre lors de ces entretiens pour mettre fin à l'insécurité dans la province, selon le président de la fondation katangaise. Les leaders religieux, qui ont aussi rencontré le Premier ministre, ont proposé que chacun d'eux sensibilise les jeunes de sa communauté pour qu'ils n'intègrent pas les mouvements subversifs ; ce qui pourrait contribuer à lutter efficacement contre l'insécurité décriée dans la province.

**Mai-Ndombe : l'évêque d'Inongo invite l'IGF à auditer la gestion des fonds alloués à la province.** Selon l'évêque d'Inongo, il est inconcevable qu'au regard de ses innombrables ressources humaines, agricoles, aquatiques, halieutiques et géologiques, la situation socio-économique de la population de la province du Mai-Ndombe demeure toujours déplorable. Il soutient qu'avec une bonne gestion de toutes ces potentialités, les conditions de vie de cette population seraient déjà améliorées. Le prélat catholique en appelle à un audit urgent de l'Inspection générale de finances dans la province du Mai-Ndombe, afin que les biens publics soient respectés.

**Procès du meurtre du général Kahimbi : les prévenus plaident non coupables et sollicitent la liberté provisoire.** La partie civile a sollicité et obtenu une remise au 10 mai prochain. Brenda Nkoy et Scholastique Mondo, respectivement la veuve et la belle-mère du général Kahimbi sont prévenues d'homicide volontaire avec préméditation sur Delphin Kahimbi. Claudine Aminata, Jeannot Amudiandroy, Jérémie Kuminuna et Olivier Albert Makita sont prévenus d'avoir aidé à la commission d'assassinat. Delphin Kahimbi a été retrouvé mort dans sa maison à Binza pigeon le 28 février 2020. L'enquête avait révélé des traces de strangulation sur le corps du défunt. Plus de 1000 pages gisent à son dossier.

**Fin de la maladie à virus Ebola à Butembo : David McLachlan-Karr salue le travail du gouvernement et des partenaires.** En effet, les autorités sanitaires de la RDC ont officiellement déclaré ce lundi 3 mai la fin de la résurgence de la maladie à virus Ebola dans la province du Nord-Kivu, après 42 jours sans nouveau cas. Il aura fallu presque trois mois aux équipes de la riposte pour venir à bout de l'épidémie, réapparue depuis le 7 février. Grâce aux dispositifs de suivi mis en place lors des précédentes épidémies et des actions qui ont suivi, les formations sanitaires sont mieux outillées pour suivre les alertes qui sont remontées auprès de la Direction Provinciale de la Santé du Nord-Kivu, indique le communiqué. Cela a permis de limiter les victimes de cette résurgence qui a touché 12 personnes et fait six morts.

**Lieutenant Anthony Mwalushayi : « Le journaliste ne doit pas faire l'apologie de l'ennemi ».** A l'occasion de la célébration de la journée de la liberté de la presse célébrée lundi 3 mai, le porte-parole des opérations Sokola1 Grand nord, appelle les journalistes à plus de responsabilité dans le traitement de l'information en temps de guerre. Il demande en outre aux journalistes de consulter les sources sécuritaires avant la diffusion des informations à caractère sécuritaire. Le journaliste, a-t-il déclaré, doit contribuer en communiquant positivement sur l'armée.

**Mai-Ndombe : la société civile inquiète du manque de collaboration entre les institutions provinciales,** notamment l'assemblée provinciale, le gouvernement provincial et la police nationale congolaise (PNC). « Au ministre de l'Intérieur et de sécurité, de s'impliquer activement pour mettre fin au manque de collaboration entre l'assemblée provinciale, le gouvernement provincial et la PNC ; de remettre chacun dans ses responsabilités. A l'assemblée provinciale, de privilégier d'abord les intérêts supérieurs de la population. Que les députés ne se laissent pas manipuler par les intérêts personnels de positionnement, d'éviter de prendre les institutions provinciales et le peuple en otage », recommande la société civile.

**Goma : début de la réunion du lancement du groupe de contact et de coordination des pays des grands lacs.** Cette structure de la CIRGL, créée en 2020, a pour mandat, la supervision de la mise en œuvre des mesures non militaires, en compléments des opérations militaires contre les forces négatives en cours dans la région des grands Lacs. Cette rencontre devra s'appesantir sur l'opérationnalisation de cette structure afin d'accompagner les efforts de tous les partenaires impliqués dans la recherche de la paix et la sécurité de la région des grands lacs. Ces efforts visent à s'attaquer aux causes profondes de l'activisme des forces négatives qui écument encore la région des Grands Lacs.

**Lualaba : tous les membres du bureau de l'assemblée provinciale visés par des pétitions.** Un groupe des députés provinciaux a initié des pétitions pour déchoir tous les membres du bureau de l'assemblée provinciale du Lualaba. Deux groupes s'opposent au sein de cet organe délibérant. L'un soutient la vice-gouverneur faisant office du gouverneur de province et l'autre resté fidèle au gouverneur absent de la province depuis plusieurs mois pour des raisons de santé.

**Butembo : la police met en garde les organisateurs des mouvements insurrectionnels.** Le Commissaire provincial de la police déplore les incidents survenus dans la région lors des manifestations organisées en avril dernier. « Ces remous sociaux ont été tissés sur des bases tout à fait diaboliques, c'est quoi, des journées contre la Monusco, des journées villes mortes, des enfants mineurs dans la rue, des policiers tués par notre propre population que nous protégeons. Quand les gens commencent à rejeter la police, à rejeter l'armée et les lois qui régissent la cité alors là nous rentrons dans la barbarie et le désordre ». Il a instruit tous les éléments de la police à tout mettre en œuvre pour rétablir l'autorité de l'Etat.

**Félix Tshisekedi appelle les Congolais à l'unité pour la restauration de la paix dans la partie Est.** La partie Est de la RDC est aujourd'hui stigmatisée pour des pillages et des exactions dont sont victimes ses populations. « Cette image écornée dont la conséquence immédiate est la méfiance de l'opinion nationale et internationale n'est pas de nature à favoriser le développement et le bien-être des populations congolaises. Ceci implique qu'aucun congolais digne de ce nom ne devrait rester indifférent vis-à-vis de ce qui se passe depuis longtemps dans cette partie du territoire national. La paix durable est la condition sine qua non de notre bonheur et du développement de notre pays. J'invite dès lors les Congolais et les Congolaises à une mobilisation totale pour faire front avec nos forces armées déployées pour sécuriser notre territoire. A cet effet, j'exhorte le peuple congolais tout entier à adopter une attitude responsable à tous égards ». Le Président de la République demande aussi « aux populations locales de coopérer étroitement avec les autorités militaires déployées en dénonçant les ennemis du peuple et toute complicité à quelques niveaux que ce soit. »

**Meurtre du Sheikh Ali : les musulmans de Beni déposent une plainte contre inconnu pour exiger la justice.** La société civile de la ville de Beni a également condamné l'assassinat du Cheikh Ali Amini, en recommandant aux instances judiciaires militaires des enquêtes sérieuses pour retrouver le ou les meurtriers. Le Sheikh Ali Amini a été tué par balle samedi 1er mai en pleine prière, dans la mosquée Al-Jammiya de Mupanda, dans la Commune Ruwenzori.

**Sud-Ubangi : le PEV invite la société civile à s'impliquer pour la réussite de la vaccination contre la fièvre jaune.** Pour atteindre la population cible, estimée à plus de trois millions de personnes, le Programme élargi de vaccination (PEV) a demandé l'implication de la société civile, des églises et ONG à sensibiliser leurs bases, à travers les seize zones de santé du Sud-Ubangi concernées pour la vaccination contre la fièvre jaune. Cette campagne organisée par le Programme élargi de vaccination (PEV), en collaboration avec l'OMS, l'UNICEF et le GAVI, va se dérouler pendant trois jours. Le gouverneur de province intérimaire, Zéphirin Zabusu a invité sa population à se rendre massivement à cette vaccination à travers les 16 zones de santé de la province. Selon lui, cette vaccination n'a rien à voir avec celle de la COVID-19. « Bien au contraire, cette vaccination sert aussi à lutter sensiblement contre les hypertensions », a-t-il ajouté.

**Mardi 4 mai.**

**Etat de siège au Nord-Kivu et Ituri : Félix Tshisekedi va remplacer les autorités civiles par les militaires et policiers.** L'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu débute le 6 mai 2021 pour une durée de 30 jours. Pendant cette période, en aucun cas il ne sera dérogé aux droits et principes fondamentaux ci-après : Le droit à la vie ; L'interdiction de la torture et des peines ou traitement cruel, inhumain ou dégradant ; L'interdiction de l'esclavage et de la servitude ; Le principe de la légalité des infractions et des peines ; Le droit de défense et le droit de recours ; L'interdiction de l'emprisonnement pour dettes ; La liberté de pensée, de conscience et de religion. Les immunités et autres privilèges ne sont pas d'application pendant l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Les assemblées provinciales et les gouvernements provinciaux seront également suspendus durant la même période.

**L'activisme des groupes armés affecte la vie de la population en Ituri.** On enregistre notamment des déplacements massifs des civils qui fuient l'insécurité orchestrée par des hommes armés. Les conflits armés engendrent des conséquences économiques énormes. Plusieurs familles dans les zones de conflits ne parviennent pas à atteindre leurs champs pour des activités agricoles, à la suite de la présence d'hommes en armes. Des produits champêtres pourrissent dans les champs, ce qui crée de la famine au sein de la population. La province de l'Ituri compte une dizaine de camps de déplacés, où vivent plus de 1,5 million de personnes vulnérables. Certaines d'entre elles vivent dans le traumatisme et la peur. La rareté de certains produits de consommation s'observe sur les marchés de plusieurs centres urbains, à cause de l'insécurité sur certains tronçons routiers. C'est le cas de Bunia, où on enregistre une très forte augmentation du coût de la vie. Parmi les autres conséquences enregistrées, il y a aussi le phénomène d'enlèvement des personnes par ces miliciens.

**Le gouvernement va s'investir pour réduire les cas d'atteinte à la liberté de la presse (Patrick Muyaya).** Un récent rapport de l'ONG Journaliste en danger (JED), faisait état de 228 cas d'atteinte à la liberté de la presse enregistrés sur l'ensemble du territoire national depuis le début du quinquennat du Président Félix Tshisekedi. Selon JED, 47 cas ont été enregistrés depuis le début de cette année 2021. Selon cette ONG, les différentes statistiques des atteintes à la liberté de la presse démontrent une tendance à la hausse des arrestations arbitraires, des intimidations, des menaces et la

censure imposée aux médias en vue de réduire les journalistes en RDC au silence. Réagissant à ce rapport, le ministre de l'information et médias et porte-parole du gouvernement annonce que l'actuel gouvernement va s'assurer que ce secteur est bien pris en charge. Il a promis de s'investir pour la réduction de ces cas d'atteintes à la liberté de la presse. **Kongo-Central : l'UNPC appelle les « moutons noirs » au respect des normes journalistiques.** Le président provincial de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) du Kongo-Central, a invité les journalistes du Kongo-Central à la vigilance et à toujours s'interroger sur l'impact du message qu'ils véhiculent. Il a fait cette déclaration à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse célébrée sous le thème : « l'information comme un bien public ». **Butembo: les journalistes invités à contribuer au développement communautaire.** Le collectif des médias et l'Union nationale de la presse du Congo ont organisé lundi 3 mai, une conférence-débat, à l'occasion de la journée internationale de la liberté de la presse. Le thème choisi était : « La responsabilité sociale du journaliste dans un contexte des conflits, cas de dernières manifestations dans la partie nord de la province du Nord-Kivu ». Les intervenants ont appelé les journalistes à cultiver les valeurs universelles de la profession afin de contribuer au développement de la communauté.

**La CENCO encourage la mise en place de la commission parlementaire sur l'insécurité dans l'Est.** Le secrétaire général de la Conférence épiscopale nationale du Congo a remis lundi 4 mai au président de l'Assemblée nationale un mémorandum des évêques catholiques et de l'association des Conférences épiscopales d'Afrique centrale, sur la situation sécuritaire au Nord-Kivu et en Ituri. Pour l'abbé Donatien N'Shole, il s'agit de la contribution de l'Eglise catholique du Congo et celle de toute l'Afrique centrale pour appuyer les efforts du Parlement et du président de la République qui, chacun en ce qui le concerne, a pris de « louables initiatives. »

**L'Union sacrée de la nation élabore sa charte.** Une première réunion de l'Union sacrée de la nation s'est tenue lundi 3 mars à Kinshasa, sous la coordination du président du Sénat, pour réfléchir sur la structuration et la charte devant régir le fonctionnement de l'USN. Une équipe d'experts a été mis en place pour rédiger le projet de cette charte.

**Grands lacs : 5 pays s'engagent à couper tous les groupes armés de leurs sources d'approvisionnement.** Le coordonnateur adjoint du Mécanisme national de suivi de l'accord cadre d'Addis-Abeba, rassure que le groupe de contact a mis sur pieds des mécanismes pour réussir la mission lui assignée par les Chefs d'Etats de la CIRGL : « Ce groupe de contact est dans ce que nous appelons les 'mesures non militaires' qui doivent aller en complément avec les mesures militaires qui sont en cours sur le terrain. Il y a, par exemple, les activités liées à couper tous les réseaux d'approvisionnement en armes et munitions des groupes armés sur le plan régional. Deux : Mettre fin à tout recrutement dans les camps des réfugiés, sur le plan régional, éviter à ce que les pays qui nous entoure, les camps de réfugiés ne puissent pas servir de recrutement des combattants qui viennent mettre la paix et la sécurité sens dessus, sens dessous en République démocratique du Congo. » L'autre volet consiste à assurer « un double contact qui va essayer de ramasser toutes ces informations et de les mettre à la disposition des opérations militaires en cours. » Ce groupe de contact travaille sur demande des chefs d'Etats de la CIRGL, qui avaient pris cette option lors de la neuvième réunion de mécanisme régional de suivi qui a eu lieu en octobre 2018 en Ouganda.

**Fin d'Ebola au Nord-Kivu : le ministre de la santé salue l'efficacité du vaccin rVSV-ZEBOV.** Selon les experts de la santé au Nord-Kivu, ce résultat a été rendu possible grâce au vaccin rVSV-ZEBOV, fabriqué par un laboratoire américain. Les experts soutiennent que le vaccin rVSV-ZEBOV a permis d'éradiquer cette pandémie.

**COVID-19 : des sites supplémentaires pour la vaccination à Kinshasa.** La vaccination contre le Coronavirus est disponible à partir de lundi 3 mai dans 109 sites supplémentaires répartis dans 35 zones de santé de la ville province de Kinshasa. Le communiqué rappelle les catégories prioritaires ciblées pour cette vaccination ; notamment des agents de santé, des personnes vivant avec des maladies chroniques comme le diabète, l'hypertension, des maladies hépatites, l'asthme et les personnes âgées de 55 ans et plus. A ces catégories s'ajoute toute personne âgée de 18 ans et plus.

**Le DG de l'ISP/Bukavu salue la bravoure des sapeurs-pompiers de la Monusco.** Un incendie s'est déclaré dans la soirée de lundi 3 mai à l'ISP à Bukavu, Sud-Kivu. Les dégâts sont énormes. Le directeur général de l'ISP/Bukavu, remercie cependant l'équipe de la Monusco qui a su braver les intimidations des étudiants, jusqu'à maîtriser le feu.

**Sud-Kivu : évaluation de la situation humanitaire de 8227 ménages des déplacés à Bunyakiri.** Ces personnes déplacées ont fui l'activisme de Raia Mutomboki et des miliciens CNRD dans le groupement de Mubuku, chefferie de Buhavu. Ce déplacement massif fait suite aux affrontements entre les communautés Tembo et Hutu, ayant causé plusieurs morts et blessés ainsi que des pillages. Ces attaques seraient causées par une mauvaise stratégie d'occupation des terres dans les hauts plateaux mais aussi l'exploitation des ressources naturelles.

**Général Kasonga : « Nous voulons que ceux qui sont à la base de cette insécurité se rendent ou à défaut qu'ils soient neutralisés ».** Le porte-parole de l'armée précise que les forces loyalistes vont faire, durant cette période, leur travail de tous les jours contre les forces négatives à la base de l'insécurité. À la seule différence qu'en plus du travail

de terrain, l'armée va également gérer administrativement ces deux provinces, précise le porte-parole de l'armée. Il insiste sur le fait que les gouverneurs militaires vont respecter les droits fondamentaux et travailler dans le respect de la loi.

**Nord-Kivu : les Fardc déjouent une attaque des Maï-Maï à l'aéroport de Beni.** Ces Maï-Maï "Umoja ni Nguvu" implantés à Kilya, dans la commune de Bungulu, au nombre de huit, étaient dirigés par un certain David Kakule qui se présente comme leur commandant. Ils ont été arrêtés par l'armée. Ces arrestations annoncent déjà la rigueur du travail qui sera mené par les Fardc au cours de la période de l'état de siège qui débute le jeudi 6 mai.

**Beni : le poste de santé de Kilya manque des médicaments depuis 2 mois.** Selon l'infirmier titulaire de ce poste de santé, cette situation est causée par l'insécurité occasionnée par les ADF et les Maï-Maï. Le poste de santé de la localité de Kilya reçoit des malades venus de plusieurs coins du secteur de Ruwenzori qui ont trouvé refuge à Kilya, à la suite des atrocités des groupes armés enregistrés dans la région.

**Visé par une pétition, le président de l'assemblée provinciale du Kwilu saisit la cour d'appel pour interprétation** Deux députés provinciaux parmi les signataires de la pétition initiée contre le président de l'assemblée provinciale du Kwilu, ont été traduits en justice. « Il y a un groupe de députés pris par la haine et la jalousie, qui a introduit une requête qu'ils appellent eux, pétition, pour déchoir le président de l'assemblée provinciale. Mais dans notre règlement intérieur, nulle part le règlement ne parle d'une pétition. On peut déchoir les membres du bureau par une motion incidentielle, soit une motion en récoltant le quart des signatures des membres qui composent l'assemblée provinciale ».

**Les motivations de l'état de siège en Ituri et au Nord-Kivu au cœur des échanges entre Félix Tshisekedi et Bintou Keita.** « Il s'agit d'une décision souveraine qui a des implications significatives, notamment opérationnelles, pour les activités humanitaires, civiles et celles liées à la promotion et à la défense des droits de l'homme. Nous restons en contact avec les autorités concernant ces implications pour un partenariat et un soutien les plus efficaces possibles aux priorités définies par le gouvernement. Nous prenons note du fait que l'état de siège est déclaré pour une période initiale de 30 jours et que son éventuelle prolongation nécessite consultation avec l'Assemblée nationale et le Sénat ».

**Félix Tshisekedi nomme les généraux Luboya et Ndima gouverneurs militaires du Nord-Kivu et de l'Ituri.** Le Président Félix Tshisekedi a nommé ce mardi 4 mai par ordonnance le lieutenant général Luboya Nkashama Johnny, gouverneur militaire du Nord-Kivu. La même ordonnance a nommé le commissionnaire divisionnaire Alonga Boni Benjamin, vice-gouverneur de la même province. Le lieutenant général Ndima Konguba est nommé gouverneur militaire de la province de l'Ituri. Il est secondé par le commissaire divisionnaire Ekuka Lipopo, désigné vice-gouverneur. Le chef de l'Etat met ainsi en place l'équipe qui va gérer ces deux provinces durant l'état de siège. L'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu débute le 6 mai 2021 pour une durée de 30 jours.

**Le CALCC contre la politisation de la Ceni.** Dans une déclaration faite à la presse lundi 3 mai au centre diocésain de la pastorale Lindonge à Kinshasa, le Conseil de l'apostolat des laïcs catholiques du Congo demande au législateur que le bureau de la Ceni passe de 15 à 9 membres, tous issus exclusivement de la société civile, contrairement à la proposition de l'honorable Lutundula (66,6% de membres soient issus des forces politiques et 33,3 % proviennent de la société civile) afin d'assurer l'indépendance de cette institution d'appui à la démocratie.

**Dongo : les enseignants dénoncent le paiement tardif de leurs salaires.** Selon le délégué du Syndicat espoir, qui affirme que cette situation perdure depuis janvier dernier, chaque paie intervient jusqu'au 20<sup>e</sup> jour du mois suivant. Ce retard systématique, a-t-il souligné, est créé par la Caritas Budjala chargée de leur paie. Ce délégué syndical plaide pour la régularité de la paie des enseignants, mais aussi pour l'abolition des zones salariales, conformément à la Constitution du pays, entre les enseignants de Kinshasa, Gemena, Zongo, Kungu et Dongo.

**Mercredi 5 mai.**

**RDC : les agriculteurs de Kididiwe saluent la sécurisation de cette zone par les Fardc et la Monusco.** Après la reprise de Kididiwe par les Fardc, la vie a repris son élan dans cette localité de Beni (Nord-Kivu). Ce succès est salué par les agriculteurs, qui vaquent désormais librement à leurs occupations champêtres. Pour pérenniser ces efforts déjà fournis par les forces armées de la République, un camp militaire est en train d'y être entretenu sous financement de la Monusco.

**Olesegun Obasanja partage son expérience avec Félix Tshisekedi.** Le président Tshisekedi et l'ancien président du Nigéria, Olesegun Obasanja se sont entretenus mardi 4 mai à Kinshasa. Ils ont parlé, de « la situation sécuritaire en Afrique et en République démocratique du Congo, de l'économie africaine en ce temps de pandémie à Coronavirus, du développement et de la jeunesse africaine (congolaise), qui s'impatiente ces derniers temps face au ralentissement du développement, et aux conditions difficiles des vies des populations. » Olesegun Obasanja a été à deux reprises



président de la République fédérale du Nigéria et plusieurs fois impliqué dans les règlements pacifiques des conflits en Afrique.

**Butembo : la société civile invite la population à préserver les acquis de la lutte anti-Ebola.** Le vice-président de la société civile félicite toute la communauté, les professionnels de la santé ainsi que tous les partenaires qui ont uni leurs efforts pour éradiquer cette épidémie. Selon lui, les experts ont démontré que Butembo est dans une zone où cette épidémie pourra resurgir régulièrement pour autant que les réservoirs n'ont pas été détruit. « C'est là que nous encourageons la population à pouvoir maintenir certains acquis qu'ils ont pu hériter de deux épidémies, ce sont notamment les enterrements qui sont sécurisés, la lutte contre l'automédication mais aussi le recours aux professionnels de la santé toutes les fois qu'on a des difficultés de la santé. »

**Butembo : plusieurs dérapages enregistrés lors des manifestations publiques d'avril (l'ONG REDHO).** Le Réseau pour les droits de l'homme (REDHO) déplore des cas de torture, la fermeture des écoles et l'utilisation des enfants dans les manifestations publiques. L'ONG évoque également l'attaque du camp militaire de Rughenda à Butembo. A cela s'ajoutent des cas des arrestations arbitraires durant cette période et certains opérateurs économiques étaient contraints à ne pas ouvrir leurs portes. L'ONG indique que les présumés auteurs de tous ces incidents sont entre autres des jeunes membres des groupes de pression ainsi que des agents de l'ordre.

**L'ONG CEPADHO salue l'état de siège décrété au Nord-Kivu et en Ituri.** « Au lendemain de la désignation des ADF/MTN comme mouvement terroriste mondial affilié à l'Etat islamique Syrie et Irak et à ce titre dénommé DAEC-RDC, nous avons suggéré au chef de l'Etat de décréter l'Etat de siège sur cette partie, étant donné que nous avons été persuadés que cette partie de la République était assiégé par des forces terroristes et qu'il fallait des moyens robustes, des stratégies adaptées à la taille de cet ennemi », a indiqué le vice-président du conseil d'administration de CEPADHO. Il invite toutes les forces vives du pays à ne pas s'ériger en obstacle contre cette mesure en vue de garantir sa réussite.

**Les députés du Nord-Kivu appellent au soutien de l'Etat de siège.** « Nous exhortons toute la population à faire preuve d'une maturité patriotique en n'utilisant pas la haine comme outil d'information. Ne cédon pas au piège et ruse de l'ennemi qui va chercher à tout prix à nous diviser par les intox sur les réseaux sociaux. Nous croyons que notre armée qui avait vaincu le M23, les Enyele et consorts, est capable d'en finir avec les ADF et Codeco dans toutes leurs ramifications » Ils ont, par ailleurs, invité la population du Nord-Kivu à soutenir l'état de siège et le gouvernement militaire en dénonçant tous les suspects et tout mouvement suspect dans la province. **Beni : le conseil urbain de la jeunesse salue l'instauration de l'état de siège.** Le conseil urbain de la jeunesse de Beni salue la volonté politique affichée par le gouvernement congolais par l'instauration d'un état de siège au Nord-Kivu et en Ituri, à la suite de la persistance de l'insécurité. Cette structure de la jeunesse promet sa franche collaboration avec les autorités militaires nommées à cet effet. **Pour Philémon Ndambi du MLC, « l'Etat de siège est une affaire de tout le pays et non pas de l'Ituri et du Nord-Kivu seulement ».** Il appelle ainsi les Congolais à soutenir cette mesure du chef de l'Etat qui a pour objectif d'éradiquer la menace sécuritaire qui plane sur la partie Est du pays.

**Plus de 10 villages de Mambasa désertés après l'attaque des rebelles ADF.** L'ONG de défense des droits de l'homme CRDH indique qu'un déplacement massif de la population est observé depuis mardi dans l'après-midi, dans plusieurs villages notamment Makumo, Makeke et Mbau dans la chefferie de Babila Babombi dans le territoire de Mambasa. Cette ONG précise que ce mouvement est dû à la présence des rebelles ADF, qui sont en débandade dans le groupement Bangole après leur défaite face à l'armée à Mangina. Certains rebelles ont été aperçus par les personnes qui sont en fuite dans la forêt. Cela a créé une panique générale dans la zone. Même au centre commercial de Biakato, la population vit dans une psychose à la suite des rumeurs d'attaques de ces rebelles, indique la même source.

**Matadi : le maire interdit l'entreposage du carburant par les « Kadaffi ».** Ces 400 bidons d'essence de 25 litres saisis auprès de revendeurs en détail de carburant appelés « Kadaffi », étaient entreposés sans aucune mesure de sécurité dans des dépôts construits derrière les habitations et le camp militaire se trouvant sur la route nationale 1, au tronçon compris entre les ronds-points 24 novembre et Simon Kimbangu. Il dit ne pas être en guerre contre les Kadaffi, mais plutôt contre le trafic illicite des carburants qui a déjà causé des dégâts matériels et humains importants dans la ville de Matadi. Le maire a mené cette opération de démantèlement des dépôts d'entreposage des produits pétroliers avec les des Farde.

**Beni : engouement des élèves dans les écoles.** Les cours avaient été suspendus en avril dernier à la suite des manifestations populaires organisées pour obtenir le retour de la paix dans la région et le départ des organisations humanitaires ainsi que de la Monusco. Les élèves ont aussi organisé des sit in devant la mairie, exigeant l'arrivée sur place du président Félix Tshisekedi afin de trouver solution à la crise sécuritaire. Des ONG, les autorités locales, les responsables éducationnels et même le chef d'Etat ont demandé aux écoliers de mettre fin à leur sit in, sans succès. Il a fallu l'intervention de l'armée et de la police pour disperser les manifestants, le 30 avril.

**Le Burundi rouvre bientôt sa frontière avec la RDC à Gatumba,** pour relancer l'économie du Burundi très touchée par les conséquences dues à la pandémie. En dehors du commerce, cette réouverture de la frontière pourrait permettre le

refoulement dans leur pays de quelques centaines d'immigrés économiques burundais. Ils avaient été bloqués depuis le mois de décembre dernier avant d'être appréhendés par les services de sécurité pour séjour illégal en RDC. Le Burundi estime entre 5 à 10 000 le nombre des Congolais qui franchissent par jour le poste frontalier de Gatumba, au Burundi.

**Kongo-Central : l'APROFAR opposée à l'implantation de deux firmes pharmaceutiques étrangères.** Selon les membres de cette association, les firmes pharmaceutiques Moon Pharma et New Sexamex aménagent des locaux pour se lancer dans la même activité de vente en gros et en détail des médicaments. Le président provincial de l'APROFAR, estime que cette implantation risque d'asphyxier le petit commerce et les envoyer au chômage.

**Coronavirus au Nord-Kivu : le gouverneur donne le go en se faisant vacciner.** La campagne de vaccination contre la Covid-19 a été lancée officiellement, ce mercredi 5 mai à l'hôpital provincial de Goma par le gouverneur. Le Nord-Kivu a réceptionné 61.000 doses du vaccin, qui expirent le 24 juin prochain. C'est la deuxième province de la RDC la plus touchée par la Covid-19, avec un cumul de 2 645 cas confirmés depuis le début de la pandémie.

**Journée internationale des sages-femmes : MSF sensibilise sur la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant.** C'était au centre de santé Saint Joseph, ex. Biyela, dans la commune de Kimbanseke (Est de Kinshasa). Ces enseignements sont d'une importance capitale pour les femmes qui sont porteuses de la vie. Une des sages-femmes de ce centre, s'est réjouie de la mise en lumière de leur travail et de leur rôle crucial dans la réduction de la mortalité maternelle.

**Le Collectif des anciens présidents du Parlement pour un consensus autour de la question sécuritaire de l'Est.** Ces anciens présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, affirment qu'ils sont « préoccupés par l'aggravation des tueries atroces et massives dans l'Est de la RDC plongé dans un cycle de guerres asymétriques marqué par des actes d'un terrorisme complexe rappelant l'holocauste du siècle dernier ». Pour eux, la pacification et la sécurisation du territoire relèvent de la responsabilité première des Congolais. Ils recommandent aussi à la société civile de s'impliquer plus activement dans la sensibilisation de la population de l'est du pays afin d'accompagner les forces armées dans le combat contre les terroristes qui endeuillent la RDC.

**Tanganyika : visé par une motion de censure, Zoé Kabila attendu ce jeudi à l'assemblée provinciale.** Les 13 Députés provinciaux signataires de la motion de censure notent que plusieurs actes du gouverneur de province ainsi que ceux de ses collaborateurs ne favorisent pas la paix sociale au niveau de la province du Tanganyika. En outre, le programme d'action du gouvernement défendu par le gouverneur Zoé Kabila à l'assemblée provinciale n'est pas à la hauteur d'exécution attendue. Ils justifient cette motion de censure contre Zoé Kabila par la mauvaise gestion, le manque de leadership et l'incompétence, la mauvaise gouvernance et le manque de considération.

#### **Jeudi 6 mai.**

**Les fonds générés par le Go-pass ont été détournés de leurs objectifs initiaux (Rapport du GEC).** Les chercheurs du Groupe d'étude du Congo (GEC) ont mené des enquêtes pour savoir où sont passés les 225 millions de dollars voire plus, qui ont été générés entre mars 2009 et décembre 2019, par cette redevance instaurée pour permettre à la Régie des voies aériennes (RVA), en déséquilibre financier, de disposer des fonds nécessaires pour le développement des infrastructures aéroportuaires de la RDC. Plus de 37 millions de dollars de redevance collectés durant les deux premières années ont été alloués à la construction du seul pavillon présidentiel à l'aéroport de N'djili, exclusivement réservé au chef de l'État et aux dirigeants. Au moins 6,5 millions de dollars générés par Go PASS à Congo Airways, au titre de participation au capital. Plusieurs autres millions collectés ont servi au paiement du personnel de la régie. Il est difficile de savoir exactement comment l'argent restant a été utilisé à cause du manque de transparence, souligne le rapport.

**Butembo : les jeunes appelés à collaborer avec les nouvelles autorités militaires.** « Rien ne peut nous opposer aux autorités militaires nouvellement établies pour diriger la province du Nord-Kivu. Au contraire, nous sollicitons une collaboration », a affirmé mercredi 5 mai le président du conseil urbain de la jeunesse de Butembo dans la province du Nord-Kivu. Il appelle ainsi les jeunes de Butembo, particulièrement ceux des groupes de pression et mouvements citoyens, à collaborer avec les nouveaux gouverneurs, pour la réussite de leur mission pendant cette période l'état de siège. Il appelle également les jeunes à respecter les restitutions qui vont accompagner l'Etat de siège, notamment la liberté de manifestations qui sont suspendues. **Nord-Kivu : le gouverneur Nzanzu appelle au soutien des autorités militaires.** Le gouverneur de la province du Nord-Kivu, estime que la population doit capitaliser ce moment afin de permettre aux autorités provinciales militaires de contribuer à l'avènement de la paix durable en province. Il demande aussi aux jeunes qui ont rejoint les groupes armés de les quitter et invite également au respect des mesures contenues dans l'ordonnance du Chef de l'Etat, relative à l'état de siège.

**Tanganyika : destitution du gouverneur Zoé Kabila.** Treize députés provinciaux, sur les vingt-cinq que compte cette institution, ont voté pour le départ du gouverneur et tout son gouvernement. Ce vote s'est déroulé en l'absence Zoé Kabila et des membres du gouvernement provincial. En effet, selon des sources proches du ministère de l'Intérieur, le gouverneur Kabila est « bloqué » à Kinshasa, sans autres précisions.

**Crise institutionnelle dans la Tshopo : l'UNPC et le CSAC appellent les journalistes à la neutralité.** Ce message leur a été transmis lors d'une conférence-débat organisée mercredi 5 mai, en marge de la célébration de la journée internationale de la presse à Kisangani. Le thème de cette conférence était « l'information comme bien public : la responsabilité du journaliste de la Tshopo à l'épreuve face aux enjeux de l'heure. » En choisissant ce thème, l'UNPC a voulu mettre les journalistes de la Tshopo en garde contre tout dérapage dans l'exercice de leur métier pendant cette période de crise entre le gouvernement provincial et l'assemblée provinciale.

**Goma : la Caritas lance la sensibilisation de la population sur le respect d'infrastructures publiques.** Selon la Caritas, cette mission qui va durer trois mois, est centrée sur la sensibilisation de la population en vue de la promotion de la gouvernance participative et au respect des biens publics. L'évêque de Goma, Mgr Willy Ngumbi, a félicité le gouvernement provincial, les opérateurs économiques du secteur pétrolier et la population pour leurs efforts conjugués, qui aboutissent à l'amélioration de certaines infrastructures routières. Selon lui, c'est une fierté pour la ville de Goma. Il invite tout le monde à s'engager pour leur entretien et leur pérennisation.

**Procès de 52 présumés bandits à Mbandaka : un policier écope de 10 ans de prison.** Le procès en flagrance des 52 présumés bandits « Kuluna » arrêtés par les forces de l'ordre à Mbandaka entre déjà à sa deuxième semaine. La première condamnation concerne un policier, qui a écopé de six ans de servitude pénale principale, reconnu coupable de violation des consignes et dissipation de quatorze munitions de guerre au quartier artisanal. Les autres affaires de violation de consigne et extorsion, opposant l'auditeur militaire de garnison à cinq policiers et militaires avaient été prises en délibéré. Le prononcé est prévu le 7 mai ou mardi prochain. Parmi les 52 présumés, il y a 14 élèves mineurs et un étudiant. Ils étaient en conflit avec la loi, car ils étaient arrêtés dans des fumoirs de chanvre et débits de liqueurs fortes. L'auditeur militaire indique qu'ils seront remis à leur juge naturel, et les innocents seront relaxés.

**Lualaba : le rapporteur de l'assemblée provinciale destitué.** Selon des sources proches de l'assemblée provinciale du Lualaba, plusieurs griefs étaient portés contre le rapporteur Donat Tshimboj ; notamment le manque de respect vis-à-vis de ses collègues, la prise de position au nom de l'assemblée provinciale sans être mandaté, la soustraction frauduleuse d'une partie du salaire des agents sous sa tutelle ainsi que la tentative de dédoublement de l'Union sacrée de la nation. Sur dix-huit députés présents, treize ont voté pour son départ et cinq se sont opposés.

**Kinshasa : la Monusco salue l'état de siège et réaffirme son appui aux Fardc.** Elle s'engage à accompagner de manière constructive les autorités congolaises dans le cadre de cette nouvelle disposition, tout en restant vigilante concernant le respect des droits fondamentaux. Selon le porte-parole de la Mission onusienne, la Monusco fera tout ce qui est en son pouvoir « pour que cette nouvelle disposition soit aussi efficace que possible. Avec aussi, à notre sens, c'est important de le rappeler, en plus d'opérations militaires, il faut toujours accompagner la restauration de l'autorité de l'Etat. »

**Assemblée nationale : l'Union sacrée obtient 7 groupes parlementaires et le FCC, 4.** La répartition des groupes parlementaires et des commissions permanentes entre la nouvelle majorité de l'Union sacrée de la nation et l'opposition (FCC) était au cœur du débat au cours de la conférence des présidents du mercredi 5 mai. Convoquée par le bureau de l'Assemblée nationale, la réunion s'est tenue dans un climat de sérénité. Le rapporteur de l'Assemblée nationale se félicite du compromis trouvé, après plusieurs semaines de discussion et salue la volonté et le patriotisme avec lesquels l'opposition a décidé de travailler désormais avec la nouvelle majorité.

**Bandundu-ville : présentation de l'Agence congolaise de filmage dans l'enseignement.** Selon le directeur général de l'Agence congolaise de filmage dans l'enseignement (ACFE) cette structure a pour rôle de photographier tous les élèves finalistes du primaire et du secondaire, aux épreuves de l'examen d'Etat et du Test national de fin d'études primaires (TENAFEP), sur toute l'étendue de la province du Kwilu. Certaines personnes présentes à la cérémonie ont exprimé leur désapprobation. Selon elles, le système présenté par l'ACFE va plutôt surcharger les parents.

**Jean Lucien Bussa vise la compétitivité de l'OCC au sein de la ZLECAF.** Le ministre du Commerce extérieur a échangé avec les membres le conseil d'administration de l'Office congolais de contrôle (OCC), mercredi 5 mai à Kinshasa. Selon lui, l'objectif de cette rencontre était de réfléchir avec eux sur les mécanismes à mettre sur pied pour rendre l'Office congolais de contrôle (OCC) plus compétitif dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et du retour de la RDC dans le marché américain avec l'AGOA.

**Kwango : une messe en mémoire des victimes des massacres de Kenge.** L'ASBL Jeunes authentiques et visionnaires du grand Bandundu (JAVIBA) a organisé mercredi 5 mai à la cathédrale une messe de suffrage en mémoire des victimes de massacres de Kenge, perpétrés les 4 et 5 mai 1997, lors de l'entrée de l'AFDL. Un monument sera érigé à Kenge en mémoire de ces victimes des massacres.

**Uvira : des hauts officiers militaires en mission de pacification dans les hauts plateaux de Fizi et d'Uvira.** Quatre officiers supérieurs des Fardc, en provenance de Kinshasa, ont entamé mercredi 5 mai à Minembwe, une série des rencontres de dialogue de paix. Tous sont des colonels, représentants, les quatre communautés en conflit dans les hauts plateaux : Babembe, Banyamulenge, Banyindu et Bafuliiru. Ce jeudi, ces officiers ont échangé avec les acteurs de la société civile après la rencontre, mercredi, avec les notables et des responsables de confessions religieuses en vue d'examiner des stratégies communes à mettre en place, pour restaurer la paix et la stabilité sur les hauts plateaux de Fizi et d'Uvira. Après Minembwe, la délégation se rendra dans le secteur de Lulenge pour un exercice similaire.

**Lubero : interdiction de fabrication d'armes de calibre 12.** L'administrateur du territoire de Lubero (Nord-Kivu) interdit la fabrication d'armes de type calibre 12 sur l'ensemble de son entité, jusqu'à nouvel ordre. Dans une décision du mardi 3 mai, il instruit les services de sécurité de mettre cette mesure en exécution.

**Sud-Kivu : BCNUDH à Shabunda pour une mission de sensibilisation sur les droits de l'homme.** Le but de la mission est de sensibiliser la population sur les droits des femmes à la protection et à la participation pour l'égalité et la paix autour des mines artisanales. La première séance de sensibilisation a regroupé mercredi 5 mai à la paroisse catholique de Kigulube, une trentaine de femmes membres des clubs des droits de l'Homme du groupement de Bamuguba-Sud.

**Kwilu : la mairie de Kikwit et l'ONG ACODEJ signent une convention pour la gestion des forages d'eau potable.** Ces forages qui vont desservir la population de Kikwit en eau potable, sont financés par le gouvernement de la RDC à travers le fond de promotion de l'industrie (FPI), à la hauteur de 577 867 USD. L'ONG ACODEJ, structure délégataire, s'est engagée à fournir de l'eau potable aux normes de l'OMS, précisément à Kikwit où 5 ouvrages sont déjà construits.

**Maniema : la Croix-Rouge compte assainir les marchés de Kindu**

A l'occasion de la Journée mondiale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge « nous avons prévu des activités d'assainissement dans trois communes de Kindu au niveau des marchés. Nous allons faire l'assainissement du milieu et là, nous avons prévu 90 volontaires qui vont travailler, mais aussi, au travers de communicateurs, diffuser, dans la communauté, les mesures d'hygiène et d'assainissement, mais aussi les mesures en rapport avec la Covid-19 ».

**L'éradication de tous les groupes armés, le principal défi du nouveau gouverneur du Nord-Kivu.** L'éradication de tous les groupes armés qui pullulent dans la partie Est de la RDC, la restauration de la paix, mais aussi, le plan de contingence pour la sécurisation de la population pendant cette période d'Etat de siège, telles sont les attentes de la population vis-à-vis du gouvernement militaire. C'est ce qu'a exprimé le porte-parole du MLC dans le grand nord qui demande à la société civile d'être dotée de moyens conséquents pour lui permettre de bien sensibiliser la population sur son rôle pendant cette période d'Etat de siège.

**Ituri : restaurer la paix dans 4 des 5 territoires de la province, principal défi du nouveau gouverneur.** C'est d'abord l'éradication de plusieurs groupes armés de la Force patriotique et intégrationniste du Congo (FPIC), la CODECO, la milice d'autodéfense Zaïre, les rebelles des ADF et plusieurs groupuscules des Maï-Maï, qui sont actifs dans quatre territoires sur cinq que compte l'Ituri. Deuxième défi majeur, c'est la collaboration entre l'armée et les civils. Certains groupes armés à tendance communautaire bénéficient de la collaboration de certains habitants. Selon les acteurs de la société civile, certains miliciens notamment de la CODECO ont caché leurs armes et se dissimulent parmi la population. Ils se livrent déjà à des activités d'orpaillage dans les carrières minières. De nombreux habitants n'ont pas également confiance à l'armée accusée de commettre plusieurs exactions contre les civils. Il faut aussi signaler le problème d'infrastructures routières qui peut constituer un obstacle aux opérations militaires.

**Vendredi 7 mai.**

**Des groupes armés prêts à se rendre aux nouvelles autorités militaires du Nord-Kivu.** Le coordonnateur du désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire (DDRC) dans les provinces du Nord et Sud-Kivu, affirme avoir reçu plusieurs coups de fil dont ceux du général auto-proclamé Kabidon, un des leaders d'une coalition des milices locales, qui se dit disponible à déposer les armes. La province du Nord-Kivu compte plusieurs dizaines des groupes armés. Pour faire face à cette insécurité, le chef de l'Etat a nommé le lieutenant-général Constant Ndima Konguba gouverneur du Nord-Kivu, dans le cadre de l'état de siège qui est entré en vigueur jeudi 6 mai dans cette province.

**COVID -19 : la cheffe de la Monusco reçoit son vaccin.** La vaccination contre la COVID-19 a débuté jeudi 6 mai pour le personnel de la Monusco. La cheffe de la mission onusienne en RDC, Bintou Keita, était la première à recevoir sa dose de vaccin. Elle encourage tout le personnel à se faire vacciner. Après elle, plusieurs agents internationaux et nationaux se sont faits également vaccinés. La vaccination contre la COVID-19 a débuté officiellement le 19 avril dernier en RDC.

**Christophe Mboso appelle les députés nationaux à soutenir l'état de siège.** Au cours de la plénière de ce jeudi, Christophe Mboso Nkodia a invité les élus nationaux à soutenir les mesures prises par le Chef de l'Etat afin d'éradiquer définitivement les forces négatives auteurs des tueries de la population sur le fond d'un trafic illicite des minerais.

**Port de Banana : la RDC et le DP World révisent leur contrat.** Le Directeur de cabinet du Chef de l'État et M. Suhail Albanna, Directeur Afrique du groupe DP World chargé de construire le nouveau port de Banana ont signé le 5 mai un accord sur la révision de certaines clauses du contrat signé entre la RDC et ce groupe pour la construction du port en eaux profondes de Banana, à l'embouchure du fleuve Congo. Au total 34 clauses ont été revues en tenant compte des intérêts de la RDC et des orientations du Chef l'État Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, notamment sur la transparence dans la réalisation de ce projet. Les travaux de construction du port de Banana devraient durer deux ans, selon lui.

**Sud-Kivu : le gouverneur visé par une motion de censure.** Il lui est reproché la mauvaise gestion des deniers publics, le détournement de l'aide du gouvernement central aux sinistrés de Nyamugo à Bukavu et de Kasika dans le territoire de Mwenga. Il est aussi reproché au gouverneur de ne pas agir face à l'insécurité dans la province.

**Lubero: Kamandi Lac et Kamandi Gite enclavées à la suite de l'impraticabilité de la route.** « Il y a eu souvent des cas de morts de personnes qui quittent Kamandi Lac, quand on les réfère à Kamandi Gite parce que le centre de santé de Kamandi Lac réfère les malades ici à Kamandi Gite, mais aussi les grossesses qui avortent au cours du chemin quand on réfère une maman enceinte ». Ce tronçon routier est la principale voie de sortie du lac Edouard vers toutes les agglomérations de la partie Ouest du territoire. Il est l'unique axe d'évacuation du poisson du lac vers les centres de consommation. Le président de la société civile appelle à la réhabilitation de l'axe routier en vue de désenclaver la zone.

**Tshopo : « Il n'y a pas bicéphalisme à la tête de l'exécutif provincial ».** « Il n'y a pas bicéphalisme. Il y a ce qu'on appelle le principe de la continuité de l'action administrative. L'acte pris par le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, n'étant pas jusqu'à ce jour contesté par l'autorité compétente, reste valable. Et donc, il n'y a pas deux gouverneurs, il n'y a qu'un seul gouverneur conformément à la loi. C'est celui qui est appelé à expédier les affaires courantes en attendant l'organisation des élections par la CENI dans le délai légal » explique le vice-premier.

**Assemblée nationale : la proposition de loi créant l'ordre des géologues déclarée recevable.** Le député Gary Sakata, son auteur, estime que l'ordre des géologues est très important dans un pays qualifié de scandale géologique et dont la population continue à croupir dans la misère. L'ordre des géologues va permettre qu'il y ait traçabilité, grâce aux personnes compétentes, notamment minière, hydrologique ou bien même des hydrocarbures. Dans le cadre de cette loi, l'ordre des géologues peut diligenter une contre-expertise et conformément au code minier. Le gouvernement sera désormais en mesure de savoir la vraie valeur de ses gisements miniers.

**16 décès dans le camp des déplacés de Jina en 3 semaines.** Le dernier cas de décès a été notifié ce jeudi 7 mai. La victime est un nourrisson de trois mois, qui a été retrouvée mort dans la maison de fortune de ses parents. Ce drame est dû au manque d'assistance alimentaire. L'aide humanitaire n'arrive plus depuis plusieurs mois à cause de la persistance de l'insécurité notamment dans les chefferies de Bahema Baguru et Mambisa. Les miliciens de la Codeco ont intensifié des attaques, qui ont perturbé la circulation sur la route nationale numéro 27 et les routes de desserte agricole.

**Butembo: la société civile locale appelle au désarmement rapide des groupes armés.** La société civile de Luofu, Mbwavinywa et Miriki rapportent que le leader Mai Mai Kabido draine plus de trois mille miliciens éparpillés dans le sud de Lubero et dans le territoire de Walikale voisin. Leur prise en charge pose un problème. C'est ainsi qu'ils perçoivent la taxe de 1.000 francs congolais (0,5 USD) mensuellement auprès de chaque habitant de cette zone pour leur servie.

**Nouvelle attaque des ADF à Beni : quelques disparus et plusieurs maisons incendiées.** Quatre personnes sont portées disparus et dix habitations incendiées après deux attaques des rebelles des ADF, l'après-midi et dans la soirée de jeudi 6 mai, dans deux villages de Banande-Kainama du groupement de Banande-Kainama, territoire de Beni (Nord-Kivu). Cette situation vient d'occasionner un déplacement massif de plusieurs habitants vers des milieux jugés sûres.

**Kwilu : le bureau de l'Assemblée provinciale réputé démissionnaire.** Il appartient maintenant au directeur administratif de convoquer la plénière afin de mettre en place un bureau provisoire pour l'élection des membres du nouveau bureau, comme prévoit règlement intérieur de cette institution. C'est ce qu'a déclaré jeudi 6 mai le député provincial après la déclaration de désaveu de tous les membres du bureau de cet organe délibérant.

**Goma : les 5 pays de CPGL comptent éradiquer totalement les groupes armés locaux par des moyens non militaires.** Le coordonnateur national adjoint du mécanisme national de suivi, explique les stratégies mises en place pour y parvenir : « Nous venons de mettre sur pied au sein du groupe de contact, ce que nous appelons la cellule opérationnelle. Donc, nous aurons dix officiers supérieurs sur le terrain pour les mesures non militaires devant accompagner les mesures militaires. Les mesures non militaires, c'est [notamment] le DDR. Tous les pays de la région devront mettre à niveau leurs programmes de DDR (...) » Les délégués participants à cette rencontre, dont la communauté internationale représentée par la MONUSCO, ont également soutenu unanimement l'idée de couper ces groupes armés de leurs sources d'approvisionnement en armes et en munitions de guerre.

**Lubumbashi : réouverture de la morgue de l'hôpital Sendwe, trois mois après sa fermeture.** Le compresseur et l'évaporateur qui étaient en panne ont tous été remplacés par la mairie de Lubumbashi. La réouverture est une aubaine pour ceux qui exercent les activités commerciales tout autour, notamment les vendeurs des cercueils, les chauffeurs des corbillards et autres. Cependant le vœu des plusieurs personnes est de voir cette morgue être bien entretenu pour éviter qu'elle ne soit de nouveau fermée à cause entre autres des odeurs désagréables qu'elle dégageait.

**Matata Ponyo, en séjour à Conakry, écourte son séjour pour faire face à « une justice politiquement instrumentalisée »** L'Inspection générale des Finances (IGF) relève plusieurs griefs à charge d'Augustin Matata Ponyo, désigné comme « l'auteur intellectuel de la débâcle de ce parc ». Pour l'ancien Premier ministre Augustin Matata Ponyo toutes les conclusions contenues dans le rapport de l'Inspecteur général des finances sur le projet du parc agro industriel de Bukanga Lonzo sont politiques et déconnectées de la réalité sur terrain. Selon lui, la gestion technique et financière de Bukanga Lonzo était assurée par la société Africom qui avait signé le contrat de gestion avec l'état congolais à travers les ministères des Finances, industrie, portefeuille et de l'agriculture. Selon l'IGF, le trésor public avait décaissé 285 millions USD. Seuls 80 millions avaient été réellement investis. Aussi l'IGF accuse-t-il le gouvernement de Matata Ponyo de mauvaise conception et de recruter un partenaire non expérimenté en matière agricole et un marché conclu de gré à gré.

**Samedi 8 mai.**

**Conflits permanents entre certains gouverneurs et les assemblées provinciales : Tshisekedi pour l'organisation des élections.** Le Président Félix Tshisekedi a chargé le ministre de l'Intérieur de faire appel à la CENI pour procéder à l'organisation d'élections des gouverneurs dans les provinces concernées par des conflits permanents entre les gouverneurs et les assemblées provinciales. Il faudrait, par la suite, que le ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières organise des séminaires réunissant les assemblées provinciales ainsi que les gouverneurs pour trouver un modus operandi qui apporte la stabilité dans nos provinces. Le Président de la République a aussi informé le Conseil des ministres de sa volonté de mettre en œuvre son plan de développement des territoires. « Il sera question de leur doter d'un budget qui leur permette de financer certains projets notamment la construction d'infrastructures de base, des routes de desserte agricole et des stations d'adductions d'eau », indique le compte rendu. Le chef de l'Etat a demandé au ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire de mobiliser des moyens à mettre à disposition des professeurs pour faciliter la production des syllabus. Il a, en outre, recommandé au ministre de l'ESU de travailler avec son collègue des Transports, voies de Communication et de désenclavement en vue de mettre à disposition des étudiants des bus pour faciliter leur mobilité.

**Constitution d'une commission interministérielle pour examiner la situation du RAM.** Le gouvernement de la RDC a instauré depuis le mois de mars dernier la taxe sur l'usage de téléphone. Pour le Registre des appareils Mobile (RAM), cette taxe va permettre à l'autorité publique de lutter contre les téléphones contrefaits et protéger ainsi les données téléphoniques de tous les Congolais. Mais des experts en télécommunications s'insurgent contre cette taxe, qui selon eux, « est un autre moyen d'appauvrir le peuple congolais déjà démuné ». Ils militent pour l'annulation cette taxe.

**Kinshasa : 25 personnes détectées positives à la COVID-19 dans un immeuble de la commune de la Gombe,** dont 20 de nationalité indienne et 5 Congolais. Ces cas constituent les résultats des analyses effectuées sur 146 personnes. Le ministre de la sante a souligné que des mesures de santé publique ont aussitôt été prises pour éviter la propagation de cette maladie. Il a ajouté que l'INRB poursuit des analyses pour déterminer le type de variant. Le ministre de la Santé a aussi demandé à la population de continuer à observer les mesures barrières afin d'éradiquer cette pandémie, en RDC.

**Beni : les journalistes appelés à fournir les alertes à temps pour faire face aux menaces contre les civils.** Cette recommandation a été faite par la Brigade spéciale d'intervention de la Monusco (FIB) aux journalistes de Beni. La

question de l'état de siège a été au centre des échanges entre les deux parties. « Chers journalistes, pendant cette période, évitez de vous lancer dans des analyses qui peuvent compromettre les opérations sur terrain. Nous allons vous demander de ne pas vous montrer spécialistes des questions sécuritaires. Donnez-nous la force de travailler la main dans la main », a indiqué le porte-parole de Sokola I.

**Sud-Kivu : la motion de défiance contre le gouverneur Theo Kasi rejetée.** Sur les 44 députés présents dans la salle de plénière, 20 ont voté pour la motion et 24 contre. Ce vote maintient Ngwabidje à son poste de gouverneur du Sud-Kivu.

**Ituri : les Fardc récupèrent 6 villages jadis occupés par les miliciens Codeco à Djugu.** Alertées par les habitants, les unités commandos déployées depuis deux semaines dans la région ont lancé l'offensive jeudi contre les positions de ces miliciens de la Codeco qui ont été mis en déroute. L'armée a réussi à récupérer les localités de Drkpa, Alaa, Sanduku, Wala et Gochoka dans le secteur de Walendu Pitsi. Les affrontements se poursuivent pour démanteler ce groupe armé.

**RDC-Chine : Félix Tshisekedi et Xi Jinping conviennent de renforcer la coopération bilatérale.** La Chine et la RDC vont travailler étroitement pour renforcer la communication et la coordination et faire de la prochaine réunion du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) une pleine réussite. Ce forum est une plateforme favorisant les relations entre les multiples partenaires africains et la Chine. Il vise à engager des consultations sur un pied d'égalité, approfondir la connaissance mutuelle, élargir les consensus, renforcer l'amitié et promouvoir la coopération. La République populaire de Chine avait annulé au début de cette année, sa dette de la RDC échue jusqu'à 2020 de l'ordre de 28 millions USD.

**Tanganyika : Zoé Kabila demande à l'exécutif provincial d'expédier les affaires courantes et compte sur la sagesse du Chef de l'Etat.** Le gouverneur de province a présidé, depuis Kinshasa, une réunion extraordinaire du conseil des ministres provinciaux du Tanganyika par vidéoconférence. Le gouverneur de province dit compter sur la sagesse du Chef de l'Etat qui est le garant du bon fonctionnement des institutions nationales et provinciales. Il compte également sur la justice pour dire le bon droit afin de trancher sur la situation qui prévaut actuellement dans la province du Tanganyika.

**L'évêque de Beni-Butembo appelle le chef de l'Etat « à tout faire pour restaurer l'autorité de l'Etat dans l'Est du pays ».** Dans ce communiqué pastoral, l'évêque de Butembo-Beni invite tous les fidèles à la sérénité, à la vigilance et à la prudence en ce temps inédit d'Etat de siège. « Face à la situation dramatique que nous traversons depuis plus de sept ans à Beni-Ville et territoire, en l'occurrence, les massacres à répétition, la tentation de perdre courage et de tomber dans le désespoir est grande », indique Mgr Sikuli Paluku. Mais à l'instar de Saint Joseph, en cette année qui lui est particulièrement dédiée, apprenons à ne pas nous laisser abattre par les événements ni manipuler par les circonstances, poursuit-il. Il interpelle aussi vivement tous ceux qui, de près ou de loin, sont complices du malheur de leurs frères et sœurs, de revenir à la raison. Mgr Sikuli reitè sa proximité et sa solidarité envers les habitants de Beni-Ville et territoire, spécifiquement ceux de Mbau, Oicha, Mayi-Moya, Erengiti, Kainama, Mangina, victimes des massacres.

**Barrage de la Renaissance : Félix Tshisekedi en tournée au Soudan, en Égypte et Ethiopie.** Pour trouver une "solution à l'africaine aux problèmes entre Africains", le Président de la République Démocratique du Congo et président en exercice de l'Union africaine (UA) Félix-Antoine Tshisekedi a entamé, ce samedi 8 mai, une tournée africaine auprès de ses homologues du Soudan, d'Égypte et d'Ethiopie concernés par le barrage de la Renaissance construit par l'Éthiopie sur le Nil bleu. Arrivé en milieu de journée à Khartoum, la capitale du Soudan, le Président de l'Union a eu une séance de travail avec les hauts responsables du gouvernement directement concernés par cette question. Aucune déclaration n'a été faite tant du côté de la présidence de l'UA que du côté soudanais à l'issue de ces rencontres. La tripartite de Kinshasa organisée en début avril de cette année sous le leadership du Président Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo a permis le maintien du dialogue entre les 3 voisins. Après Khartoum, le Président Tshisekedi Ta pris son avion pour le Caire en Égypte pour la même cause avant Addis-Abeba en Éthiopie.

**Lieutenant général Ndima : « La tâche qui nous attend est délicate ».** « La tâche qui nous attend n'est pas facile. Elle est délicate. Elle nous demande une approche globale. Les encouragements de tous les Congolais nous amèneront vers la victoire. Nous avons fini les derniers préparatifs. Nous nous mettons en route le lundi prochain. Nous arrivons pour continuer ce qui se fait sur terrain », a reconnu le gouverneur militaire du Nord-Kivu.

**Dimanche 9 mai.**

**Etat de siège : beaucoup d'habitants de Bunia sceptiques.** Depuis mardi dernier, l'ordonnance nommant les gouverneurs militaires et policiers à la tête des provinces de Nord-Kivu et de l'Ituri suscite des remous au sein de la population de Bunia. Des inquiétudes planent sur l'arrivée même de nouvelles. « On ne sent pas les signes de l'autorité même. Depuis qu'il est nommé il y a des exactions graves que les miliciens de la Codeco sont en train de poser sur la route nationale numéro 27 », témoigne un habitant de Bunia. Un autre indique qu'il ne sent pas encore le changement

entre l'ancien gouverneur civil et le nouveau militaire. Des habitants émettent le souhait de voir l'armée renforcer ses effectifs dans la région pour faire face à l'ennemi.

**Kwilu : les bureaux de l'assemblée provinciale enfin recouverts sur décision judiciaire.** Fermés depuis jeudi 6 mai sur l'ordre du président déchu de l'assemblée provinciale du Kwilu, Serge Makongo, les bureaux administratifs de cette institution parlementaire ont été recouverts samedi 8 mai. La police, accompagnée du chef du personnel, a procédé à l'ouverture de ces bureaux à la suite d'une réquisition du parquet général près la cours d'appel du Kwilu. Du côté des vingt-huit députés signataires de la déclaration de désaveu du bureau de cet organe délibérant, c'est la joie totale. **Installation d'un bureau d'âge à l'assemblée provinciale du Kwilu,** au cours d'une plénière tenue samedi 8 mai au siège de cette institution à Bandundu. Ce bureau d'âge a pour mission notamment d'organiser les élections des nouveaux membres du bureau définitif, dans un plus bref délai.

**Bukavu: la société civile dénonce l'exploitation des enfants comme main d'œuvre bon marché.** Dans son rapport la Nouvelle dynamique de la société civile (NDSCI) accuse notamment les tenanciers des boites de nuit, des bistrots, des restaurants et des salles de cinéma. Son porte-parole provincial adjoint indique que « les enfants employés développent des caractères bizarres dans ces lieux. » La NDSCI, une structure citoyenne de défense des droits de l'homme, rappelle que la place des enfants se trouve à la maison et à l'école et non dans les milieux professionnels.

**Beni : le général de Brigade Mputela, nouveau commandant du secteur opérationnel Sokola 1.** Avant sa nomination à la tête du commandement des opérations Sokola 1, le général de Brigade Mputela Nkolito était commandant du groupement des centres d'instruction et d'entraînement des Fardc. Les opérations militaires Sokola 1 visent la neutralisation des groupes armés dans le Grand nord, principalement des ADF.

**Nord-Kivu : 6 chefs miliciens veulent se rendre aux nouvelles autorités militaires.** Ces chefs de guerre, engagés déjà dans le processus DDR, disent n'attendre que les directives de nouvelles autorités militaires pour matérialiser leur volonté de déposer les armes. Le coordonnateur du programme DDR au Nord-Kivu, précise que son message à ces miliciens a consisté à « les préparer à se rendre, à déposer les armes, et à entrer dans le processus DDR, avant même qu'on puisse les frapper. »

**Environ 30 camions citernes bloqués sur la route Bunia – Mahagi.** Environ cinq villages de Djugu sur la route nationale numéro 27 sont depuis trois jours sous des tirs nourris à l'arme. Des véhicules, qui avaient récemment repris le trafic sur ce tronçon, sont bloqués vers le centre commercial de Lopa, avec leurs cargaisons de marchandises. Des sources locales attestent que c'est vendredi soir que les autorités locales avaient interdit tout mouvement dans la zone.

**Beni : l'armée annonce avoir tué 10 rebelles des ADF à Halungupa-Vwerere.** Selon le porte-parole du secteur opérationnel Sokola 1 Grand Nord, une patrouille de combat des Fardc a intercepté un groupe des ADF avant de lancer une attaque contre lui. Le bilan pourrait s'alourdir, a-t-il estimé, car les fouilles se poursuivent dans la zone des combats.

#### **Lundi 10 mai.**

**Les défis du nouveau commandant du secteur opérationnel Sokola 1.** Après sa prise de fonction, le premier défi qui attend le général de brigade Mputela Nkolito Bertin sera d'évaluer les troupes Fardc déployées à Beni-Butembo et Lubero, connaître leurs effectifs et leur capacité opérationnelle sur terrain. Il devra ensuite mettre en place de nouvelles stratégies pour sécuriser la population et empêcher la poursuite des tueries des civils par les ADF. Actuellement, plusieurs villages et localités du secteur de Rwenzori et du groupement de Banande-Kainama sont vidés de leurs habitants du fait de la multiplication d'attaques des ADF. L'autre défi sera de renforcer la coopération avec la Monusco. Ceci passe par la planification et la conduite des opérations conjointes contre les ADF, précisent des sources militaires. La lutte contre les rumeurs, le renforcement de la collaboration et la confiance entre les Fardc et la population restent un autre défi.

**Ituri : 3 morts lors d'une attaque des ADF à Mambasa.** Ces rebelles des ADF sont venus de Mangina dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. Ils étaient munis de fusils et d'armes blanches. Ils ont d'abord attaqué la position des militaires des Fardc dans le village Lukaya dans le groupement Bangole. Après un échange de tirs qui a duré plusieurs heures, ces hors-la-loi se sont ensuite livrés à des actes de pillages. Une dizaine de boutiques ont été ainsi vandalisées. Pendant les hostilités, trois personnes sont mortes, dont assaillant et une femme qui n'a pas résisté aux crépitements de balles.

**Des agents de l'ex-ONATRA/Kinshasa bloqués depuis une année à Kisangani.** « Nous avons emmené du ciment de CILU, 2 500 tonnes. Après le déchargement des sacs de ciment, sur le chemin de retour, nous avons connu un accident sur le fleuve à 12 km de Kisangani et le bateau avait sombré. Après l'avoir retiré de l'eau, on nous avait ramené à la



hauteur de SEP/Congo. Depuis lors, ils ne s'occupent plus de nous. Nous avons déjà totalisé 304 jours sans qu'on nous envoie la ration alimentaire. Notre souci est qu'on retourne à Kinshasa pour retrouver nos familles abandonnées. »

**Mai-Ndombe : le maire d'Inongo interdit toute manifestation publique.** « Ces derniers temps, il y a trop de turbulences, à travers la ville d'Inongo, par la radiodiffusion, par les médias, par les demandes des marches non-autorisées. C'est pourquoi j'ai réuni le conseil de sécurité de la ville et nous avons pris cette décision », a expliqué le maire Mbo.

**Lubumbashi : début de la vaccination contre COVID-19.** Le ministre provincial de la santé, Joseph Sambi Bulanda, et celui du budget, Christian Momat, ont donné samedi 8 mai à Lubumbashi le coup d'envoi de la campagne de vaccination contre le coronavirus. «Se faire vacciner est plus qu'un geste personnel, un acte de santé publique, de solidarité et de charité envers les plus vulnérables.» La vaccination n'est pas obligatoire et elle est gratuite. A ce jour, la province du Haut-Katanga enregistre plus de deux mille cas, dont une trentaine des décès. **COVID- 19 : plus de 360 personnes vaccinées en moins d'une semaine au Nord-Kivu.** Huit sites de vaccination sont opérationnels dans la ville. Depuis le lancement de cette vaccination, mercredi dernier, plus de 360 personnes ont déjà reçu leur première dose du vaccin AstraZeneca. Selon la cellule de communication des risques et engagement communautaire (CREC), cette vaccination se déroule dans un environnement pollué par les rumeurs. Les activités de la campagne vont s'étendre progressivement jusqu'à couvrir toute la province, précise ce responsable qui rassure que jusqu'à présent, tout se déroule bien sur le plan sanitaire. Des rumeurs sur les effets néfastes du vaccin sont distillées à travers les réseaux sociaux. Tous les jours, des agents sanitaires vont à la rencontre de la communauté, dans le but de l'amener à s'approprier toutes les mesures de lutte contre cette pandémie. **COVID-19 : début de la campagne de vaccination à Bukavu.** La campagne de vaccination contre la COVID-19 a été lancée ce lundi 10 mai à l'hôpital provincial général de référence de Bukavu (Sud-Kivu). Selon des sources médicales, un lot de 41100 doses est disponible pour la population cible, qui pourra se faire vacciner dans les hôpitaux choisis. Dix-huit zones sur les trente-quatre zones de santé que compte la province sont concernées par l'opération de vaccination gratuite. La population cible est constituée du personnel de santé, des personnes âgées de plus de cinquante-cinq ans et des personnes souffrant des maladies chroniques.

**Etat de siège : la société civile du Nord-Kivu affirme son soutien aux nouvelles autorités militaires.** « Satisfaction, parce que c'est depuis longtemps que les organisations de la société civile de la province du Nord Kivu, étaient en train de réclamer la relève des autorités militaires qui ont longtemps œuvré dans la région, mais aussi la relève de certains militaires qui ont été dans des groupes armés » Edgar Mateso a par ailleurs invité la population à appuyer l'action militaire contre les groupes armés et forces négatives, en collaborant avec ces responsables militaires nouvellement nommés, pour la réussite de leur mission. La province du Nord-Kivu compte plusieurs dizaines des groupes armés. **Nord-Kivu : le nouveau gouverneur militaire et son adjoint prennent fonction.** Le lieutenant-général Constant Ndima Kongba et le commissaire divisionnaire, Ekuka Lipopo, sont arrivés à Goma, en début d'après-midi. La remise et reprise avec l'administration civile, de Carly Nzanzu Kasivita, est intervenue tout de suite après. La population espère que cet état de siège pourrait restaurer la paix au Nord-Kivu, après plus de deux décennies des conflits armés. Certains acteurs politiques, soumis à un congé technique forcé, craignent pour leur social durant la période de l'état de siège, le cumul des nombreux mois impayés. Mais dans les ordonnances prises par le chef de l'Etat, il est clairement indiqué que toutes ces personnes mises au repos, vont bénéficier de leurs rémunérations.

**Lualaba : la société civile invite la population à la cohabitation pacifique.** « La Lualaba traverse une période de turbulence politique qui risque de compromettre la paix, la convivialité, la cohésion et la stabilité des institutions provinciales légalement établies. C'est pourquoi la société civile du Lualaba invite les forces vives politiques et sociales à travailler pour la paix et la concorde. A combattre l'esprit de division qui est une arme de nuisance contre le développement, à cultiver la tolérance et le patriotisme afin de sauvegarder l'élan de développement déjà entamé. »

**Nord-Ubangi : la centrale hydroélectrique de Mobayi-Mbongo toujours en panne.** « Nous demandons au gouvernement central, nous demandons l'implication personnelle du Président de la République pour qu'on puisse décanter la situation de la centrale de Mobayi-Mbongo. Cette centrale était déjà financée dans l'ordre de 22 millions USD. Nous ne comprenons pas ce qui se passe, en ce qui concerne la réhabilitation de notre centrale. C'est ça le drame! »

**Beni : le parlement d'enfants appelle à la responsabilité des parents pendant l'état de siège.** Son coordonnateur dans la partie grand Nord, appelle également la communauté à accompagner cette période cruciale et doit soutenir l'état de siège qui certainement pourra ramener la paix dans cette partie du pays.

**Kasaï-Oriental : le député Ntumba Tshiabola dénonce le détournement des salaires des enseignants de Katanda,** estimés à 3,8 millions de Fc (1 900 USD). Il accuse l'ancien gestionnaire de ce territoire, qui est sous le coup d'une

suspension, d'avoir détourné cette somme. Cette information est confirmée par l'administrateur du territoire de Katanda.

**Beni : l'UNPOL forme des policiers congolais sur la lutte contre le terrorisme.** Cette formation est organisée par la police de la Monusco (UNPOL/Beni) pour une durée de cinq jours. Le commandant second de la ville de Beni en charge de la police judiciaire estime que cette formation est fondamentale pour les policiers qui travaillent dans cette région.

**Sud-Kivu : les habitants de Kipupu redoutent l'insécurité après le retrait de la Monusco.** Le chef du secteur d'Itombwe a signalé que la situation sécuritaire locale à Kipupu et aux alentours s'était considérablement détériorée depuis la fermeture de la base militaire de la Monusco à Kipupu, le 27 avril dernier. Les acteurs locaux ont, quant à eux, alerté sur la présence des groupes armés Twigwaneho dans les environs proches de Kipupu et leur implication dans un incident de vol de bétail à Kabara, à 5 kms à l'est de Kipupu. Cette situation a provoqué un affrontement entre eux et autres groupes Maï-Maï. Comme conséquence, trois femmes enlevées par des combattants ont été retrouvées mortes criblées des balles à Kabara. Le chef du secteur d'Itombwe a été appelé à demander à l'administrateur du territoire de Mwenga et au ministre provincial des affaires intérieures, de renforcer la présence des forces de sécurité dans la région.

**Ituri : la pacification de la province à travers l'éradication de tous les groupes armés, priorité du lieutenant général Luboya.** Le gouverneur militaire de l'Ituri et son adjoint policier sont arrivés ce lundi 10 mai à Bunia. Il a déclaré que sa priorité pendant cet état de siège est la pacification de cette province à travers l'éradication de tous les groupes armés. Il a ajouté que cette mission doit passer par l'étroite collaboration entre les services de sécurité sur le terrain et la population. Il met en garde les membres de la communauté qui sont de connivence avec les groupes armés.

**Nord-Kivu : JED dénonce le meurtre d'un journaliste à Masisi.** Selon les différents témoignages recueillis par l'ONG Journaliste en danger (JED), Barthelemy Kubanabandu Changamuka, journaliste-animateur de l'émission "Sécurité alimentaire" diffusée sur les ondes de la Radio communautaire de Kitshanga, a été attaqué à son domicile par deux hommes armés en tenue civile qui lui ont tiré, à bout portant, huit balles. Après leur forfait, ces assaillants ont pris le téléphone portable du journaliste avant de prendre fuite. Pour JED, il est important qu'une enquête sérieuse soit immédiatement ouverte pour élucider les circonstances de ce meurtre ainsi que punir les auteurs.

**Sama Lukonde, le ministre de la Défense et le chef d'état-major des Fardc échangent sur la mise en œuvre de l'état de siège.** « Au cours de cet échange, il était question de rassurer le Chef de l'Exécutif Central, sur les modalités pratiques, essentiellement la logistique qui doit être urgemment débloquée pour que les gouverneurs et tout le personnel affecté à l'état de siège puissent être opérationnels sans entrave. C'est une urgence », a déclaré le ministre de la Défense. Gilbert Kabanda. Les 2 gouverneurs militaires et leurs adjoints sont arrivés à Goma (Nord-Kivu) et Bunia (Ituri) ce même lundi.

**Les Nations unies sont en train de déployer les unités de réaction rapide supplémentaires, annonce Jean-Pierre Lacroix.** « La décision du Président Tshisekedi traduit une volonté d'engager davantage des forces pour traiter le problème d'insécurité dans la partie Est du pays. Nous travaillons ensemble. De notre côté, nous travaillons pour renforcer la Monusco dans la région en attendant la Brigade d'intervention rapide. Nous sommes en train de déployer les unités de réaction rapide supplémentaires », a affirmé le secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de paix. « Il faut une approche intégrée qui prenne en compte tout ce qui alimente les conflits dans ces régions de l'Est du Congo : les tensions ethniques, l'économie criminelle, des frontières qui sont poreuses qui encouragent un certain nombre de trafics. On travaille aussi pour faire en sorte que l'exploitation des ressources naturelles de ces régions bénéficient au pays et à la communauté, et non pas aux circuits criminels », a-t-il conclu.

**Mardi 11 mai.**

**EPST : les frais de fonctionnement des écoles primaires publiques augmentés de 20,25%.** Cette augmentation vise, selon le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique, l'amélioration de la qualité de l'enseignement et interviendra de manière progressive. La ville de Kinshasa sera servie au mois de juin alors que les autres provinces bénéficieront de ces ajustements au mois de juillet. Le ministre a indiqué que ces moyens ont été mis à disposition grâce à des ressources internes. Il a aussi annoncé que 2000 enseignants non-inscrits sur la liste de paie appelés nouvelles unités seront pris en charge par le trésor public de façon graduelle.

**Beni : l'armée remet à la Monusco 13 enfants capturés lors des affrontements avec les ADF.** « Ces enfants viennent, pour la plupart, du groupe Maï-Maï UPLC. Ce sont des enfants qui étaient déjà séparés et réunifiés mais recrutés par quelqu'un d'autre qui voulait former un autre groupe qui a été attaqué par les Fardc dans la province de l'Ituri. Nous avons deux qui étaient des otages des ADF. » La Monusco a transféré immédiatement ces enfants à l'ONG, « Actions Concrètes Pour la Protection de l'Enfance », partenaire de l'Unicef pour une période transitoire.

**Kalemie : la Police a réprimé les manifestations pro et anti Zoé Kabila.** Selon la Police, cette activité allait troubler l'ordre public. Le Commandant provincial de la PNC, explique avoir utilisé des gaz lacrymogènes pour éviter le bain de sang. Un troisième groupe, Le vote de la destitution de Zoé Kabila est intervenu le jeudi 6 mai par 13 députés membres de l'Union sacrée pour la nation alors que le gouverneur se trouve, depuis plusieurs jours à Kinshasa où il a été invité par le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et sécurité pour une séance officielle de travail.

**Gestion du port en eau profonde de Banana aux privés : 13 000 agents de la SCPT iraient en chômage.** « A ce jour, si l'Etat Congolais va donner la gestion du port en eau profonde à un privé, ça sera catastrophique, l'Onatra va disparaître, les travailleurs vont aller en chômage. C'est une grande Entreprise, et la signature de ce contrat viole principalement même les lois de notre pays. Nous demandons que le port en eau profonde de Banana soit géré par l'Onatra.» Le président de l'intersyndical de la SCPT demande également la fermeture des ports privés illégaux et dénonce la spoliation qui se poursuit des immeubles de la Société Commerciale des Ports et Transports.

**Kongo-Central : un drépanocytaire meurt à Boma par manque de soins.** Selon l'ancien coordonnateur de l'ONG « Les Drépanocytaires ont droit à la Vie » le malade avait été conduit dans le centre de santé de l'ONG où il est pris en charge. Cependant, cette institution hospitalière a fermé ses portes la veille. L'ONG DREONVIE était la seule structure qui offre une prise en charge médicale adéquate et gratuite aux malades souffrant de la drépanocytose dans la ville de Boma (Kongo-Central). Elle n'est plus opérationnelle, après avoir accumulé des dettes de loyer de plusieurs mois. Hormis la prise en charge médicale gratuite qu'elle propose, DREONVIE est la seule structure médicale de la ville de Boma qui, tous les premiers samedis du mois, organise la rencontre entre les drépanocytaires issue des familles démunies avec un médecin spécialiste visiteur.

**La DGM interdit l'entrée des passagers en provenance d'Inde et du Brésil.** La Direction générale de migration (DGM) a demandé aux compagnies aériennes internationales de ne pas embarquer les passagers en provenance de l'Inde et du Brésil ou ayant transité sauf dérogation expresse de sa part. Motif : la persistance de la COVID-19, et surtout à l'apparition de nouvelles variantes indiennes et brésiliennes qui compliquent la prise en charge de la pandémie.

**Le secrétaire général de l'ONU condamne l'attaque perpétrée contre une position de la Monusco à Béni.** « Le secrétaire général rappelle que les attaques contre les Casques bleus des Nations Unies peuvent constituer un crime de guerre et appelle les autorités congolaises à enquêter sur cet incident et à traduire rapidement les responsables en justice». Une casque-bleue de la Monusco du contingent malawite a été tuée lundi 10 mai. C'était lors d'une double attaque qui a visé notamment la base Monusco de Kilya sur la route Beni-Kasindi.

**Kinshasa : plus de 300 Kulunas conduits à Kanyama Kaseke.** « L'objectif qu'on s'est fixé à long terme : éradiquer totalement ce phénomène de la ville de Kinshasa. Les jeunes qui vont à Kanyama Kaseke vont pour un encadrement, un encadrement paramilitaire, d'une professionnalisation » Ces jeunes vont bénéficier de plusieurs formations sur place. «Il y en a qui vont être orientés à la menuiserie, d'autres à la maçonnerie, nous aurons parmi eux des ouvriers agricoles, des moniteurs agricoles. Donc, il y a plusieurs filières qui seront organisées pour permettre la réinsertion sociale de ces jeunes dans la communauté. Donc, c'est pour leur bien, c'est pour le bien de la communauté, c'est pour le bien de l'Etat ».

**Lubumbashi : les étudiants ressortissants de Tshikapa, Mweka et Dekese alertent sur leurs conditions précaires** «Nous étudiants, venons pour exprimer notre indignation face à l'injustice que subissent nos parents qui sont enseignants dans les territoires d'Ilebo le territoire de Mueka voire celui de Dekese et qui demeurent toujours impayés depuis trois mois passés. Nous risquons de rater les examens de cette année ». Ils évoquent aussi les problèmes liés à leur alimentation liés au manque des moyens financiers des tuteurs.

**Sud-Kivu : 32 personnes tuées en avril par des bandits armés, selon SAJECEK.** Dans son rapport mensuel de monitoring des cas de violation des droits humains au Sud-Kivu publié lundi 10 mai, à Bukavu, cette la Synergie des associations des jeunes pour l'éducation civique électorale dit aussi avoir recensé 16 enlèvements, 20 véhicules braqués et 76 maisons attaquées par des bandits armés. Face à cette situation, SAJECEK demande au Conseil de sécurité provincial de se pencher sur la recherche des véritables causes de cette insécurité, et y mettre fin.

**Sankuru : la crise persistante entre le gouverneur et l'assemblée provinciale bloque le développement de la province.** Depuis 2019, il n'y a pas de collaboration entre le gouverneur de province Joseph Mukumadi et le bureau de l'assemblée provinciale. Députés et sénateurs ont sollicité l'implication personnelle du premier ministre, Jean Michel Sama, et éventuellement celle du chef de l'Etat pour mettre fin à la crise des institutions dans leur province. Jean Michel Sama Lukonde, engagé à voir le bon fonctionnement des Provinces pour le développement de la RDC, a promis à ces hôtes de s'employer pour une solution urgente, indique le site internet de la Primature.

**Assemblée nationale : Sama Lukonde appelé à expliquer les mesures concrètes pour le succès de l'Etat de siège.** Pour député national Muhindo Kasekwa, l'auteur de la question orale, toutes les opérations de grande envergure lancée par l'armée dans le Nord-Kivu et l'Ituri n'ont pas pu éradiquer l'insécurité. D'où la nécessité de prendre des mesures adéquates. Déjà, le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde a discuté lundi 10 mai avec le ministre de la Défense et le chef d'état-major général des FARDC sur la mise en œuvre effective de la gestion particulière des provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu sous état de siège.

**Bandundu-ville : des écoles bénéficient d'un don de la Banque mondiale de plus de 280 ordinateurs.** Selon le ministre provincial de l'EPST du Kwilu, Eric Muziazia, cette dotation renforce le projet éducation pour la qualité et la pertinence des enseignements au niveau secondaire et universitaire. Chacun des dix établissements scolaires bénéficiaires a reçu 25 ordinateurs. Hormis ces dix écoles, sept autres vont bénéficier d'un ordinateur fixe chacune.

**Bas-Uélé : les réfugiés centrafricains basés à Ango demandent leur rapatriement.** « Nous en avons assez des souffrances dans le territoire d'Ango. Nous voudrions aller mourir et être enterré dignement en Centrafrique plutôt que de continuer à vivre à Ango. Si la communauté internationale est incapable de nous prendre en charge, qu'on nous retourne dans notre pays », a lancé le représentant du comité directeur des réfugiés centrafricains dans le territoire d'Ango.

Ce dernier fait part de multiples souffrances auxquelles lui et les 50 000 autres de ses compatriotes sont confrontés dans cette entité. Selon eux, ils avaient fui leur pays à cause de la guerre en 2010, 2013 et en 2018.

**Kalemie : au moins 10 morts dans l'attaque de deux villages de Nyunzu par les Twa.** A Kanani, un motocycliste avec ses deux passagers ont été tués dans une embuscade tendue par la milice Twa. L'incident mortel de Kanani a été précédé par une incursion sanglante dans le village de Kasoso. On a dénombré douze morts, selon les témoignages. Les Twa sont cités comme auteurs de toutes ces attaques sous le commandement de leur leader Kaboka.

**Ituri : des commandos déployés à Djugu reprennent 15 villages jadis occupés par les miliciens de la Codeco.** Parmi ces villages, l'on cite Aidha, Londoni Bali, Pont Nizi, Dhii et Dhera, Libi, Djukpa. Selon les services de sécurité, les assaillants en cavale, tentent de rejoindre les anciens maquis à Ndalo, Lodjo, Linga, Mbau et Ngakpa où ils comptent se réorganiser pour faire face à la progression de l'armée. C'est depuis environ une semaine que des combats opposent les unités commandos des FARDC, déployées récemment en Ituri et les miliciens de la Codeco dans plusieurs villages du territoire de Djugu. Pour mieux mener leur mission sur le terrain et prévenir des dégâts collatéraux ainsi que des attaques sur des civils et des véhicules, l'armée a pris la résolution de suspendre le trafic sur le tronçon Lopa-Fataki pendant le déroulement des opérations militaires. De nombreux véhicules sont ainsi bloqués à Fataki et Iga barrière.

### **Mercredi 12 mai.**

**Cardinal Ambongo : « Nous soutenons la gratuité qui bénéficie à tout le monde ».** À la suite d'un entretien avec le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) Tony Mwaba et la vice-ministre du même secteur Aminata Namasia, il dit soutenir la gratuité de l'enseignement qui ne doit pas édulcorer la qualité de l'enseignement. « Je sais que leur charge ne sera pas facile. Il y aura des résistances au ministère, pour ceux qui n'acceptent pas le changement. Mais nous allons le soutenir dans la mise en application de ces réformes », promet l'archevêque de Kinshasa. Pour faire aboutir la gratuité de l'enseignement en RDC, le ministre de l'EPST pense que cela doit passer obligatoirement par une collaboration et un engagement de tous les partenaires du secteur éducatif dont l'Eglise catholique. C'est ce qui justifie la visite qu'il a effectuée auprès du cardinal Ambongo avec la vice-ministre.

**Félix Tshisekedi à Kampala pour l'investiture du président ougandais Yoweri Museveni.** Yoweri Kaguta Museveni est réélu à l'issue de la dernière élection présidentielle organisée dans son pays. Plusieurs autres chefs d'Etat y prennent part. Museveni est président de l'Ouganda depuis 35 ans. Il a remporté les élections générales avec plus de 58% des voix, face à son challenger principal, Bobi Wine.

**Etat de siège : les députés nationaux acceptent de défalquer 500 USD pour soutenir les militaires au front.** A travers ce geste, les caucus des députés nationaux de toutes les 26 provinces adressent un message de soutien aux FARDC et à la Police nationale congolaise (PNC) engagées dans les opérations dans le cadre de l'état de siège au Nord-Kivu et en Ituri.

Au cours de cette plénière, l'Assemblée nationale a également examiné et voté la proposition de loi modifiant et complétant l'ordonnance-loi de 1989 portant création de la taxe de promotion de l'industrie.

**Matadi : plus de 5 mois sans eau potable.** Par manque d'eau, la population est contrainte de dépenser 250 FC (0.125 USD) pour un bidon de 25 litres et le transport à bord d'un coffre revient aussi au même prix par bidon. Le directeur provincial de la Regideso, attribue ce manque d'eau aux travaux de nettoyage des ouvrages qui s'effectuent à l'usine de

traitement d'eau située à Mpozo et vers le débarcadère. D'après lui ce projet consiste à réhabiliter le réseau de distribution d'eau de la ville de Matadi, remplacer la masse filtrante et crépine à l'usine fleuve, remplacer la conduite de refoulement de l'eau traitée de l'usine fleuve au réseau de distribution, ainsi que de poser 5 000 branchements sociaux.

**Dr Natalia Kanem, directrice de l'UNFPA, attendue mercredi 12 mai à Kinshasa.** La directrice exécutive du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), est à sa première mission en RDC. Pendant sa mission d'environ une semaine, elle devra rencontrer, notamment, des autorités gouvernementales, des responsables du système onusien local, des représentants de la société civile et des communautés des femmes et jeunes filles du pays. Dans les pays membres, cette agence défend les droits de l'homme, la dignité et la sécurité des femmes et des filles, et croit que le développement durable et la prospérité ne sont réalisables que lorsqu'il y a égalité des sexes, et que les femmes sont autonomes.

**Général Johny Nkashama : « J'ai besoin de tout le monde pour amener les groupes armés à déposer les armes ».** Pour le nouveau gouverneur militaire de l'Ituri, l'état de siège est une occasion pour les forces négatives d'adhérer au processus de paix pour ne pas être traqué par les Fardc. Il a débuté ce mardi les consultations des différentes communautés pour recueillir leur contribution dans la recherche de la paix en Ituri. Le Gouverneur intérimaire sortant, a appelé toutes les couches de la population à s'impliquer pour que les groupes armés quittent la brousse et déposent les armes.

**Écoles fictives à Lomami : le chef d'antenne SECOPE/Kabinda condamné à 20 ans de servitude pénale.** Dans son verdict prononcé mardi 11 mai, il lui est reproché la création de plus de 200 écoles fictives dans la province de Lomami. La Cour d'appel a acquitté trois autres cadres de la division provinciale de l'Enseignement Primaire Secondaire et Technique (EPST). D'après la Cour d'appel, l'incriminé a été plusieurs fois cité par les agents de son service, comme étant celui qui les auraient déployés sur terrain pour identifier sur des fiches techniques, les écoles non viables. C'est cette opération qui aurait facilité la mécanisation des écoles non viables dites écoles fictives dans la province.

**Assemblée nationale : le ministre de la Santé appelé à justifier la gestion des frais de test Covid-19 pour voyageurs.** Pour cet élu de la ville de Kindu dans le Maniema, les Congolais ont le droit de savoir à quoi sert l'argent que les voyageurs en avion paient : « Que le ministre nous explique d'abord quelle est la base juridique ? Est-ce qu'il y a un texte de loi qui consacre cela. Nous voulons avoir la nature juridique de ce que nous payons. Est-ce que nous payons un impôt, une taxe ou bien une redevance ? Qu'on sache également, ces frais seront perçus jusques à quand ? Qu'ils nous disent aussi où va cet argent » Selon lui, au niveau des provinces, les prestataires affirment que lorsqu'ils perçoivent des frais de test Covid-19, ils les envoient à Kinshasa et qui leur donne une commission.

**Tshopo : tensions entre le gouverneur Walle Lufungula et le vice-gouverneur Maurice Abibu.** Selon les témoins, le vice-gouverneur aurait appris que trois membres du personnel d'appoint qui lui sont proches ont été chassés du bureau sur ordre du gouverneur de Province, Louis-Marie Walle Lufungula. Le gouverneur de la Tshopo accuse le vice-gouverneur, Maurice Abibu Sakapela de s'être livré aux actes de vandalisme, au gouvernement de province. C'est ainsi qu'il a ordonné à son chef d'escorte de la police de chasser du bureau trois membres du personnel d'appoint du vice-gouverneur, Maurice Abibu. Le gouverneur Louis-Marie Walle Lufungula a été destitué par les députés provinciaux, le 15 avril dernier. Après le vote de cette motion, il avait saisi la Cour constitutionnelle pour inconstitutionnalité et illégalité. Il attend la décision de la Haute Cour.

**Le test Covid-19 est gratuit pour les camionneurs dans les postes frontaliers avec les pays de l'Est.** Le Secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est a institué, le 11 mai, la gratuité de test Covid-19 pour les chauffeurs de camion pendant cette pandémie dans les postes frontaliers entre le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie et la RDC. Cette mesure a été annoncée à Bukavu, au cours de la formation des personnes œuvrant dans les frontières sur les techniques de prévention contre Covid-19. Le Secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est estime que cette gratuité permettra la facilitation des pénalités à payer par les importateurs du Congo pour le transit des marchandises de la Tanzanie en RDC.

**Goma : une ONG environnementale demande aux autorités militaires de sécuriser le Parc National des Virunga.** L'ONG "Alerte congolaise pour l'environnement et les droits de l'homme" demande aux autorités militaires de la province de sécuriser le Parc National des Virunga en anéantissant les dizaines des groupes armés qui ont fait de cette aire protégée leur zone de prédilection. Coupés de leurs sources d'approvisionnement, certains groupes armés nationaux et étrangers seront obligés d'adhérer au processus de paix.

**Kisangani : 3 personnes tuées par des inconnus.** Un taximan moto a été criblé de balles par des personnes non encore identifiées avant de se faire ravir son engin. Sur le quai du beach bac de l'Office de route, le corps d'un homme égorgé a été découvert sur une barge abandonnée. Et sur la 5e avenue Pumuzika dans la commune Tshopo, non loin de la Bralima, une femme a été retrouvée morte dans sa maison après avoir été poignardée à la nuque.

**Lubumbashi : l'hôpital du Cinquantenaire fermé pour sa réhabilitation.** Pour le ministre provincial de la Santé, les travaux qui se font ont deux objectifs : réhabiliter la partie existante et faire l'extension de la partie qui n'était pas finie. Au sujet du personnel de cet hôpital, le ministre provincial de la Santé a assuré qu'ils seront déployés dans d'autres structures médicales. La réouverture est projetée pour le 1er août prochain.

**Nord-Kivu : Bintou Keita échange avec le gouverneur militaire sur les mesures d'accompagnement durant l'état de siège.** Les échanges ont porté sur les responsabilités entre les deux parties ainsi que sur les mesures d'accompagnement en cette période d'état de siège. « La Monusco est toujours prête à accompagner les forces de sécurité de la RDC, tel qu'inscrit dans la résolution 2556 du Conseil de sécurité, qui dit : vous accompagnez les forces de sécurité de la République démocratique du Congo ». Mme Bintou estime que l'état de siège a été reçu comme un message d'espoir : « Il semble qu'il y ait un regain d'espoir et nous espérons qu'avec tous les efforts qui seront faits, y compris avec la confiance et la contribution de la population, on arrivera à une situation qui sera améliorée par rapport à l'insécurité ».

**Derniers hommages rendus au casque bleu tué près de Beni avant son rapatriement.** Agée de 28 ans, la caporale Kamanga est morte lundi au cours d'une attaque perpétrée par des présumés ADF à Kilia sur la route Beni-Kasindi où se trouve une base du contingent malawite de la Monusco. Une attaque condamnée par le secrétaire général et le conseil de sécurité des Nations unies.

**230.000 victimes des crimes relevant de la CPI en Ituri et au Nord-Kivu bénéficient du Fonds de réparation.** Actuellement, ce Fonds gère trois affaires à savoir Germain Katanga, Bosco Tanganda et Thomas Lubanga. Ce dernier est dans un processus qui court jusqu'au 1er octobre 2021. La responsable du programme de ce fonds, Mme Kizita Forgewe a fait connaître les mécanismes mis en place pour identifier ces victimes : « Il y a tout un système pour s'assurer que les victimes sont des bénéficiaires réels. On leur pose des questions précises par rapport au préjudice que la victime a subi. Est-ce qu'elle a des témoins ? Ça peut être un membre de famille, le chef du village, etc. » Les projets de réparation n'ont commencé qu'en 2019. Celui d'assistance en 2008. Ils ont concerné les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri où le Fonds a évolué avec différentes couches sociales. Il fait ainsi un plaidoyer pour des donations en provenance des personnes de bonne volonté.

**Beni : L'armée met en garde contre les fausses informations sur les opérations militaires en cours.** Selon le porte-parole des Fardc, l'ennemi est déterminé à rependre des rumeurs à travers les réseaux sociaux, dans le but de faire peur et de discréditer l'armée. « C'est pourquoi, nous en tant qu'armée, nous avons pris des mesures pour vous informer de faire très attention et surtout vous signaler que désormais il y aura des infox qui vont circuler dans les réseaux sociaux, conçus par ces terroristes et exécutés par leurs collaborateurs. Alors vous devez faire très attention ». Depuis quelques jours, des informations circulent sur les réseaux sociaux faisant état des opérations conjointes entre les Fardc et certaines armées de la région contre les ADF à Beni. Pour le porte-parole des opérations Sokola 1, il s'agit de fausses allégations.

**A Lubumbashi, Felix Tshisekedi promet de restaurer la paix en RDC.** « Dans mes différents discours, j'avais promis de ramener la paix en RDC. Même ici à Lubumbashi, on va mettre fin à la violence. A Kinshasa, nous avons pris la résolution de conscientiser les jeunes qui brillaient par le banditisme urbain. On les envoie à Kaniama Kasese où ils sont initiés à l'agriculture. Ils vont produire et servir leur Nation. C'est comme ça que nous allons développer notre pays », a expliqué Félix Tshisekedi. Il promet d'étendre éventuellement la gratuité de l'enseignement, déjà appliquée au niveau de l'enseignement de base, jusqu'à l'université. Le président de la République, est arrivé à Lubumbashi, mercredi 12 mai. Il a été accueilli par le Premier ministre Sama Lukonde, arrivé dans la capitale du cuivre quelques heures avant son arrivée.

**Sud- Kivu : de violents combats opposent deux milices à Uvira.** De violents combats sont signalés depuis deux jours dans les chefferies de Bavira et de Bafuliuru, dans les Hauts plateaux du territoire d'Uvira. Les mêmes sources signalent le déplacement massif de la population de Masango vers Magunda et à Musonjo dans la forêt d'Itombwe. Alertées, les Fardc du 3304e régiment et du 341e bataillon spécial sont intervenues.

**Kwilu : des enseignants de Kikwit réclament leur salaire du mois d'avril.** Selon eux, ils n'ont pas été payés à la suite du changement de banque. Ces enseignants indiquent que leurs salaires ne se trouvent ni à la Sofibank, leur ancienne banque ni à la Rawbank, leur nouvelle banque. Ils demandent aux autorités de trouver une solution à cette situation dont les responsables restent les autorités du Service de contrôle et de paie des enseignants et de l'EPST du Kwilu 2.

**Nord-Kivu : tentative d'enlèvement des élèves dans une école à Beni.** Quatre élèves de l'institut Bungulu, à Beni (Nord-Kivu), ont échappé à un kidnapping dans la journée de mardi 11 avril. Deux hommes à bord d'un véhicule dont un cagoulé, qui cherchait l'adresse d'un garage, ont voulu embarquer par la force ces élèves, tous de la 7ème année, qui avaient séché les cours. C'est grâce à la vigilance d'un enseignant que les élèves ont eu la vie sauve.

**Kasaï-Oriental : 200 personnes formées sur les droits des enfants vulnérables à Kabeya Kamwanga.** Le but est de créer des mécanismes communautaires de prévention et d'alerte précoce sur les violations graves des droits des enfants vulnérables. La coordination de la 31<sup>e</sup> communauté presbytérienne au Congo, prévoit la création dans leurs paroisses, cent familles d'accueil transitoires pour l'épanouissement des enfants vulnérables. La mission des Comités d'alerte précoce (CAP) locaux implique également la sensibilisation de la communauté, l'alerte des cas des violations des droits de l'enfant mais aussi l'intensification, la documentation et l'accompagnement des enfants dans ces droits qui sont violés.

**Kinshasa : plus de 40 OPJ formés sur la masculinité positive.** « La masculinité positive consiste à sensibiliser l'homme à pouvoir aider la femme à se prendre en charge, à pouvoir aider la femme à ce qu'elle puisse remettre la confiance en elle. Donc, la femme doit exceller, la femme doit accéder aux postes ». La représentante de la de la section Genre de la Monusco, Fatou Keita a souligné l'importance d'associer des acteurs essentiels des services publics comme les policiers, à la promotion et au respect de la dignité humaine et celle des femmes.

**Jeudi 13 mai.**

**Ituri : leaders communautaires et acteurs de la société civile s'engagent à collaborer le gouverneur militaire.** Les leaders communautaires Lori, Hema, Bira, Alur, Libaru, la société civile, la coordination de la jeunesse de l'Ituri ont été reçues tour à tour par le nouveau gouverneur militaire de l'Ituri. Ils ont émis le vœu de voir la paix restaurée sur l'ensemble de cette province meurtrie et demandent aux groupes armés de déposer les armes, car selon eux, l'Ituri a déjà enregistré plusieurs morts. Les membres de la communauté Libaru ont souhaité que le nouveau Gouverneur réoriente son attention aussi vers le territoire d'Aru qui partage la frontière avec deux pays, l'Ouganda et le Soudan du Sud. Quant à la communauté Hema, elle demande au Gouverneur militaire d'arrêter les auteurs intellectuels de massacres de l'Ituri et de les déferer à la justice pour qu'ils répondent de leurs actes.

**Nord-Kivu : un opérateur économique porté disparu à Goma.** Le propriétaire du super marché Ruvunda situé au centre-ville est tombé dans une embuscade d'hommes armés au niveau de Kimoka, dans le territoire de Masisi.

**Kinshasa : vives tensions à la clôture du Ramadan au stade des Martyrs.** La prière de clôture prévue pour clôturer le Ramadan n'a pas eu lieu. Le camp du Cheik Dibondo ne considère plus le Cheik Abdallah comme son représentant. Cette frange accuse l'Iman Abdallah d'être « à la base des troubles survenus au stade des Martyrs. Tous les deux camps ont voulu célébrer la prière de clôture du Ramadan au stade des Martyrs. La Police nationale congolaise (PNC) dépêchée sur le lieu pour rétablir de l'ordre a usé des gaz lacrymogènes. **Un policier tué.** Le porte-parole du gouvernement provincial de la capitale de la RDC, Charles Mbuta qui dresse ce bilan provisoire indique que plusieurs personnes ont aussi été blessées. Un véhicule de la police a été incendié et d'autres biens ont été vandalisés.

**Ramadan à Beni : les musulmans appelés à « contribuer par tous les moyens pour la restauration de la paix ».** Le Cheikh Oumar Abdallah Muhindo, a lancé cet appel, lors de la fête de Ramadan : « Aujourd'hui étant le jour de Eid 'il Fitri, c'est un moment crucial pour tout le monde en général et particulièrement aux musulmans pour faire preuve de leur foi devant Dieu. C'est le jour où ils s'abstiennent du mal et de contribuer par tous les moyens pour la restauration de la paix dans notre pays. Raison pour laquelle, je demande aux autorités du gouvernement de nous regarder avec les yeux de compassion et qu'ils accomplissent leurs devoirs envers la population » Il a aussi recommandé aux fidèles musulmans d'être solidaires et de s'abstenir de tout mal en s'écartant de la complicité dans la crise sécuritaire qui se vit dans la région de Beni.

**Félix Tshisekedi à Kolwezi.** Il a promis de rencontrer les miniers pour leur signifier que « le temps de piller les minerais et laisser la population dans la pauvreté est révolu. » Kolwezi est la ville de la RDC qui regorge les minerais les plus prisés dont le cobalt et le cuivre. Le Chef de l'Etat va tenir une réunion du Conseil provincial de sécurité avant d'inaugurer quelques infrastructures d'intérêt commun. **Félix Tshisekedi : « Le Congo deviendra dans les prochains jours la capitale mondiale des minerais stratégiques ».** Le président a indiqué qu'il s'est rendu à Kolwezi pour s'entretenir avec les différents investisseurs pour un partenariat gagnant-gagnant. « Je suis fatigué de ce que je vois dans ce pays depuis des années : des étrangers viennent ici avec des poches vides et quand ils rentrent chez eux ils sont milliardaires pendant que nous restons pauvres. C'est comme cela que je vais échanger avec nos amis, les partenaires, pour que nous nous entendions désormais à ce sujet. Ça sera désormais du « gagnant-gagnant ». Il a aussi félicité les jeunes de la province du Lualaba pour n'avoir pas suivi les élans séparatistes des Bakata Katanga. **Félix Tshisekedi dénonce la « campagne de diabolisation menée contre les gouverneurs militaires »** Le Président Félix-Antoine Tshisekedi, dans son adresse à la population de Kolwezi ce jeudi 13 mai a fustigé la « campagne de diabolisation menée contre les gouverneurs militaires pour les salir en leur imputant des violations des droits de l'homme ». Il est dit déterminé à combattre la violence où qu'elle soit sur le territoire national. Le chef de l'Etat a appelé tous les Congolais qui ont pris la posture des Maï-Maï Bakata Katanga ou autres groupes armés pour tuer leurs compatriotes à quitter tous

ces mouvements. Il promet la mise en place prochaine du processus désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire et stabilisation pour sortir tous ces combattants des groupes armés. Un accord sera trouvé avec les partenaires pour donner du travail à ces compatriotes.

**Vincent Kerega (Rwanda) : « Un Congo stable est bénéfique à tout le continent ».** L'ambassadeur du Rwandais en RDC fait savoir : « Nous soutenons la paix, le développement et la coopération avec la RDC. Nous soutenons toutes les actions menées par le gouvernement congolais pour pacifier le pays, que ça soit les actions unilatérales ou celles menées en collaboration avec les pays voisins ».

**Vendredi 14 mai.**

**Nord-Kivu : lancement de la campagne de vaccination contre la COVID-19 à Butembo.** La cérémonie a eu lieu à l'hôpital général de référence de Kitatumba dans la zone de santé de Butembo. La cible principale reste les personnes âgées de 55 ans ou plus, les personnes souffrant des maladies chroniques dont le diabète et l'hypertension ainsi que les professionnels de santé. Ce vaccin sera administré dans des hôpitaux choisis pour ce faire. Etant donné que la vaccination est volontaire, le chef d'antenne intérimaire de la DPS Butembo, Guy Makelele appelle la communauté à faire confiance à ses autorités en adhérant massivement à la campagne de vaccination.

**Accusé de corruption en RDC, Dan Gertler appelle à une « Table ronde de clarification ».** Il réagissait ainsi au nouveau rapport des organisations de la société civile réunies au sein de la synergie « Le Congo n'est pas à vendre » (CNPAV) dans un rapport publié la veille à Kinshasa. Selon ce document, la RDC est confrontée à des pertes pouvant atteindre au minimum 3,71 milliards des dollars américains dans le cadre d'accords miniers et pétroliers suspects conclus avec Dan Gertler. La même source rappelle que des allégations de corruption poursuivent Gertler depuis des années. Il aurait secrètement acquis des permis miniers ou pétroliers à prix cassé auprès du gouvernement congolais ou d'entreprises minières d'Etat, avant de les revendre à des partenaires internationaux ou encore à l'Etat congolais, poursuit Le Congo n'est pas à vendre, citant le Département du Trésor américain. Par ailleurs, la synergie constate que le Président Félix Antoine Tshisekedi, n'arrive pas à ce jour à juguler cette « hémorragie financière. »

**« L'Islam est une religion de paix », martèle l'imam de Mbandaka.** Devant près de trois mille musulmans de la ville, l'imam provincial et chef d'entité islamique de l'Equateur, Daouda Bokungu a d'abord démontré la démarcation entre l'islam et le terrorisme ainsi que le banditisme "Kuluna". Ces deux fléaux qui endeuillent les familles congolaises, selon lui, ne sont pas conformes aux enseignements du Coran, le livre sacré des musulmans. Cependant, il a invité tous les Congolais au patriotisme et à soutenir l'état de siège décrété par le chef de l'Etat en Ituri et au Nord-Kivu, en vue de mettre fin au terrorisme dans cette partie du pays.

**Les difficultés que rencontre la SNEL au centre des échanges entre le Conseil d'administration et Modeste Bahati.** Le président du conseil d'administration et sa délégation et le président du Sénat ont évoqué notamment les dossiers liés au vol des câbles, à la destruction des piliers qui les soutiennent ainsi que le manque à gagner causé par la gratuité de la consommation de l'électricité décrétée par le chef de l'Etat en 2020 à cause de la COVID-19 dont les effets se font sentir jusqu'à ce jour. En effet, le gouvernement congolais avait décidé au mois de mars 2020, pour atténuer des effets négatifs de la pandémie de COVID-19 sur l'économie nationale, durant la période d'état d'urgence, d'octroyer durant deux mois, la fourniture d'eau et d'électricité à titre gratuit aux ménages, aux hôpitaux ainsi qu'aux Micro, Petites et moyennes entreprises (MPME).

**Sud-Kivu : les habitants de Kahololo déplorent l'absence des forces de sécurité dans leur région.** Des groupes armés sillonnent toujours dans et autour de Kahololo, Marungu, Bijojo, Rwikubo et posent toujours des problèmes de protection des civils dans la région. Dimanche dernier, cinq civils dont une femme ont été tués, trois blessés parmi lesquels un a succombé, tandis que les deux autres ont été évacués grâce au soutien de la Monusco. Les habitants de la région ont déploré l'absence des Fardc et/ou d'autres services de sécurité nationale dans la zone pour protéger les civils. Les habitants ont ainsi recommandé à la Monusco de plaider pour l'amélioration du réseau cellulaire pour stimuler les situations actualisées de protection dans la région. Elle doit également plaider pour le déploiement de troupes Fardc dans la zone.

**« La collaboration entre les civils et les militaires doit caractériser l'Etat de siège », selon le coordonnateur de la protection civile.** Pour la coordination de la protection civile, cette collaboration consiste aussi à dénicher tous ceux-là qui sont impliqués dans l'insécurité dans cette région. « Ce n'est plus le moment de dire : 'c'est le fils de mon père, c'est l'oncle, c'est la tante...' S'il a plongé ses mains dans les sales besognes des tueries, il est temps de le dénoncer, il est temps de l'abandonner parce que nous avons crié haut, nous avons souffert pendant beaucoup de temps ».

**Etat de siège : les députés nationaux commencent à verser leur 500 USD.** « Cette action marque la détermination de tout un peuple à en découdre définitivement avec l'insécurité dans l'Est du pays ». Cette initiative solidaire des députés est une première dans l'histoire de la RDC, ont témoigné quelques journalistes et administratifs de l'Assemblée



nationale. Ces derniers proposent même que tous autres travailleurs de la République emboitent le pas. Sur proposition des députés nationaux du Nord-Kivu, tous les élus des vingt-six provinces de la RDC ont accepté de déduire 500 USD sur leurs émoluments, comme effort de guerre et soutenir les militaires au front.

**Mbuji-Mayi : l'Eglise "Cité Béthel" fermée pour 14 jours.** Certaines personnes au sein de la population pensent que cette décision est justifiée par le dernier cas de décès à la suite de la COVID-19 à l'hôpital Bonzola, d'un membre de cette église de réveil. Pour éviter la propagation de la pandémie, la réouverture de ce temple sera autorisée par le comité de riposte, après une désinfection obligatoire du lieu, indique le même communiqué signé par le gouverneur intérimaire.

**Kasaï-Oriental : le chef de division provinciale des finances et le comptable principal aux arrêts.** Ils sont accusés de « détournement des deniers publiques. » Le gouverneur précise que des montants exorbitants ont été détournés depuis l'année dernière par nombreux chefs de divisions.

**Kolwezi : Félix Tshisekedi annonce la révision des contrats miniers.** « Il est temps que le pays réajuste ses contrats avec les miniers dans l'optique de sceller des partenariats gagnant-gagnant. Il n'est pas normal que ceux avec qui le pays a signé des contrats d'exploitation s'enrichissent pendant que nos populations demeurent pauvres ». S'adressant à la jeunesse du Lualaba, Félix Tshisekedi l'a félicité pour sa capacité à contrer les manœuvres tentant à l'instrumentaliser pour des fins politiques. Il a demandé à ces jeunes de demeurer unis et vigilants pour éviter toute manipulation. **Le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi a regagné Kinshasa** dans la soirée de jeudi 13 mai, après avoir inauguré le nouveau siège provincial de la Banque Centrale du Congo (BCC) à Kolwezi, dans la province du Lualaba.

**Kinshasa : loi portant sur la taxe de promotion de l'industrie en examen à l'Assemblée nationale.** Initiée du député Boris Mbuku, la première loi vise à aider le pays à élargir son assiette fiscale grâce au recouvrement de la taxe du Fonds de promotion industriel (FPI). Il y a en effet beaucoup d'opérateurs de ce secteur ne paient pas cette taxe, puisqu'exclus par la loi actuelle. En outre, la nouvelle loi introduit les mécanismes de recouvrement forcé devant être activés à l'encontre des créanciers insolubles. La seconde loi en examen, l'œuvre de Lucaï Kasongo, veut adapter le code pénal au droit Ohada afin de faciliter de sanctions des cas de corruption. La plupart des intervenants ont salué ces deux initiatives.

**Bukavu : la Directrice de l'UNFPA visite les survivantes de violences sexuelles à l'hôpital de Panzi.** Après sa discussion avec Natalia Kanem, le Dr Mukwege partage sa vision et espère une bonne collaboration UNFPA/Panzi : « Je crois que nous partageons la même vision concernant l'avenir des femmes et je pense que sa présence ici nous reconforte beaucoup et nous espérons que la collaboration entre UNFPA et Panzi pourrait être une collaboration fructueuse pour amener à ce que les femmes puissent bénéficier par exemple du modèle holistique de Panzi. » Après Panzi, la Directrice exécutive de l'UNFPA a rencontré et échangé avec les femmes et filles qui jouent un rôle important dans la lutte pour le respect des droits des femmes et des jeunes filles au lycée Cirezi.

**Kikwit : des maisons incendiées et des biens pillés par des Kuluna.** Selon le bourgmestre de la commune de Lukolela, ces actes ont été commis pour venger la mort d'un homme tué mercredi par d'autres Kuluna. Par conséquent, plusieurs biens de valeur ont été pillés et des maisons de paisibles citoyens incendiés. L'ordre est revenu car les éléments de la police sont déployés dans ce coin pour sécuriser la population et ses biens, a signalé le bourgmestre de Lukolela.

**Kasaï-Oriental : le trafic fluvial entre Kinshasa et Ndomba, désormais opérationnel.** Le trafic fluvial entre Kinshasa et Ndomba, dans le territoire de Kabeya Kamwanga, en passant par la ville de Lusambo, dans le Sankuru est désormais opérationnel. Le directeur technique de la Régie des voies fluviales (RVF), Gabriel Mokango, affirme que les travaux de balisage et dragage de la rivière Lubi, dans le territoire de Kabeya Kamwanga ont pris fin depuis le mercredi 5 mai. Mais la rivière elle-même étant « dans un milieu géographique hydrologique, c'est tout à fait normal qu'on connaisse des périodes où il y a des eaux et des périodes où il y a des baisses d'eaux, parce que le sol n'est alimenté que par des pluies. Quand il n'y a pas des pluies, le niveau peut sécher. »

**Ituri : le gouverneur militaire ordonne la réouverture de la route Bunia-Mahagi.** Le gouverneur militaire de l'Ituri, a effectué sa première visite jeudi 13 mai à l'intérieur de la province, à Iga-Barriere à 25 km de Bunia dans le territoire de Djugu. La mission avait pour objectif, de « s'imprégner de la situation sécuritaire » sur le tronçon Bunia-Mahagi, sur la route nationale numéro 27, où des miliciens de la Codeco étaient très actifs. Le général Johny Nkashama a ordonné à cette occasion, le passage de tous les véhicules qui étaient bloqués depuis une semaine sur le tronçon Iga-Barriere, Nizi, Fataki et Lopa l'axe Linji-Iga Barriere à cause des opérations militaires dans la région.

**Ituri : l'armée nationale lance une offensive sur des miliciens.** Le porte-parole des Fardc en Ituri indique que les unités commandos Fardc basées à Ala à 35 km de Djugu-centre ont réussi à « mettre en déroute ces rebelles, alors qu'ils

tentaient de se réorganiser autour de cette entité pour réattaquer l'armée. » Dans le territoire d'Irumu, les Fardc en patrouille se sont heurtés la nuit de jeudi 13 mai, à un groupe des miliciens de la Force patriotique et intégrationniste du Congo. Il s'en est suivi un échange des tirs entre les deux forces dans la zone de Masiya, Nongo et Nyakunde à 52 km de Bunia dans la chefferie des Andisoma. Le porte-parole de l'armée avance un bilan de quatre miliciens de FPIC neutralisés.

**Beni : un soldat se donne la mort après avoir tué toute sa famille.** Un soldat des Fardc s'est donné la mort après avoir tiré sur sa femme et ses deux enfants. L'armée annonce l'ouverture d'une enquête.

**Ituri : les agriculteurs dénoncent la dévastation de leurs champs par les exploitants miniers à Mambasa.** Plus de cent agriculteurs de la chefferie de Mambasa accusent des expatriés chinois d'avoir détruit leurs champs pendant les activités d'exploitation de l'or dans plusieurs sites miniers en chefferie de Bombo, Bakwanza et dans le groupement de Bandikato en Ituri. Ces habitants exigent l'indemnisation de leurs produits champêtres. Ils disent faire face à une énorme crise économique. Ces habitants dénoncent également la dégradation des routes de desserte agricole et le délabrement très avancé des installations agricoles. Une situation qui, selon ces habitants, a un impact négatif sur le rendement agricole.

**Attaque des ADF sur la route Beni-Kasindi : l'armée demande aux transporteurs de ne pas céder à la peur.** «L'ennemi a la volonté de faire peur à ce que les usagers de cette route cesse d'utiliser la route Beni-Kasindi pourvu qu'il y ait coupure d'approvisionnement dans la ville de Beni. Alors ça va soulever les chauffeurs. Ça va soulever la population. Et la population va se retourner contre l'armée et contre le gouvernement. Aux transporteurs, nous demandons d'être très vigilants et de respecter les consignes que l'armée a données sur cette route : le matin il y a une équipe de militaires qui escortent les véhicules de la barrière au niveau de 5 km jusqu'au niveau où nous nous pensons qu'il y a menace.»

**Dossier Bukanga-Lonzo : le Sénat rejette la demande de levée des immunités de Matata Ponyo.** Pour les infractions commises en dehors des fonctions parlementaires comme c'est le cas avec le dossier du parc agro-industriel de Bukanga Lonzo, tout sénateur, y compris Augustin Matata Mponyo ne peut être poursuivi ou arrêté, sauf en cas de flagrant délit, qu'avec l'autorisation du Sénat. La plénière du Sénat ayant rejeté la demande de levée de ses immunités introduites par le procureur près la Cour constitutionnelle, les poursuites contre le sénateur Matata sont suspendues.

**Sud-Kivu : reddition de 3 combattants Yakutumba à Lulimba.** Le commandant des Fardc en place a salué cet acte et demande aux autres éléments Maï -Maï d'emboîter le pas de ces derniers avant le début des opérations. Entretemps, les Fardc ont lancé le 13 mai, des offensives contre les Maï Maï Biloze Bishambuke dans les montagnes surplombant Burembo. Ce village est situé à 30 km, au sud-Est de Fizi-centre, dans la forêt de Ngandja.

**Kinshasa : « La moustiquaire reste le moyen efficace pour lutter contre le paludisme » (Experts).** Le spécialiste de la médecine tropicale et professeur à l'Université de Kinshasa invite toute la population à faire bon usage de la moustiquaire pour lutter efficacement contre le paludisme. Le représentant de Vestergaad, fabricant des moustiquaires, rassure que la moustiquaire reste l'arme efficace. Elle doit être certifiée par les services compétents avant sa distribution.

**Le ministre des Sports suspend le comité de gestion du stade des Martyrs.** « À la suite des événements malheureux survenus jeudi 13 mai 2021 au stade omnisports des Martyrs ayant troublé l'ordre public et occasionné des destructions matérielles graves et pertes en vie humaines, j'ai l'avantage de vous informer que votre comité est suspendu jusqu'à nouvel ordre à dater de ce jour ». Selon le porte-parole du gouvernement, 46 policiers ont été blessés dont 8 sont dans un état grave, lors des échauffourées entre deux camps des musulmans qui se disputent le leadership.

**Beni : pas de reprise de cours depuis les dernières attaques des ADF à Mangina.** Selon des sources locales, plusieurs familles qui avaient fui la zone ne sont toujours pas retournées, même s'il s'observe une petite accalmie ces derniers jours. Cette perturbation du calendrier scolaire provoqué par l'insécurité peut avoir une incidence négative sur la formation des enfants. Toutes les écoles du groupement Banande Kainama restent fermées depuis le début de l'année scolaire.

**Samedi 15 mai.**

**Troubles à la fin du Ramadan : 32 musulmans jugés en procédure de flagrance.** Trente-deux musulmans comparaissent depuis vendredi 14 mai après-midi devant le Tribunal de grande instance de Kinshasa-Gombe. Ils sont accusés notamment d'association de malfaiteurs, destruction méchante, rébellion, coups et blessures volontaires. La fin du jeûne de Ramadan s'est soldée par des actes de violence entre deux camps rivaux de la Communauté musulmane à Kinshasa. Il y a eu plusieurs blessés graves entre policiers et fidèles musulmans. **Troubles à la fin du ramadan à**

**Kinshasa : environ 30 musulmans condamnés à mort ;** Les condamnés ont été reconnus coupables d'association de malfaiteurs, de rébellion et de tentative de meurtre. Le tribunal de grande instance de Kinshasa-Gombe a déclaré non établi en droit l'association de malfaiteurs pour quelques fidèles et les en a acquittés. Pour le groupe de mineurs, le tribunal s'est déclaré incompétent et ils seront remis à leur juge naturel. Pour les parties civiles - constituées des policiers, Abdala Mangala et d'autres particuliers victimes des actes de vandalisme, le tribunal a condamné les prévenus à les dédommager endéans quinze jours avec des sommes allant de 2000 à 50.000 dollars. Leur arrestation immédiate a été ainsi ordonnée, et ils ont été acheminés à la prison centrale de Makala.

**Matadi : la Regideso demande des matériels additifs pour desservir la ville.** « Le premier problème se pose au niveau de la floculation. Le floculateur qui est là de 800 m3 devient insuffisant. Il faudrait aussi qu'on ajoute deux autres filtres », a plaidé Julien Masirika. L'usine fleuve de la Regideso Matadi a une capacité de production de 39 600 par jour, mais présentement par manque d'un floculateur et du filtre de plus, cette usine ne produit que 26 000 m3 par jour pour servir plus d'un million d'habitants.

**Nord-Kivu: les députés provinciaux promettent de soutenir l'état de siège.** " Nous appelons la population du Nord-Kivu à s'approprier, tout d'abord, cette décision du Chef de l'Etat. Il faut que la population commence à dénoncer tout porteur d'arme illégale, à sensibiliser les jeunes gens égarés à revenir à la raison et aller au programme DDR-C. Pour les groupes armés étrangers, ils sont appelés aussi à adhérer au programme DDRRR pour qu'ils rentrent chez eux", a dit le président de l'assemblée provinciale. Le nouveau gouverneur militaire du Nord-Kivu poursuit une série de consultation avec tous les acteurs civils et militaires de la province. Après les députés, il a reçu en audience les régies financières provinciales et nationales. Il leur a instruit de "mobiliser davantage les recettes pour doter l'État des moyens nécessaires de faire sa politique, afin d'éradiquer l'insécurité le plus vite possible", précisent les sources du protocole du gouvernorat.

**Ituri : le gouverneur militaire rappelle aux contribuables de s'acquitter de leurs obligations fiscales.** Selon le constat fait par le gouverneur militaire de l'Ituri, la plupart des assujettis et des contribuables se dérobent de leurs obligations fiscales depuis le vote de la motion de censure en avril dernier contre le gouvernement provincial dirigé par Jean Bamanisa Saidi. Cette résistance s'est poursuivie jusqu'après la proclamation de l'état de siège le 3 mai en Ituri et au Nord-Kivu. Dans son communiqué de presse, il précise que « les mesures politiques n'affectent aucunement la mission confiée à la régie financière de la province, la DGRPI, de mobiliser et de maximiser les recettes. » Selon lui, la province de l'Ituri traverse un moment crucial qui nécessite de moyens conséquents pour répondre aux impératifs d'ordre et de sécurité. Le général Johny Luboya Nkashama invite, à cet effet, tous les assujettis et contribuables à s'acquitter convenablement de leurs obligations et dans le délai, sous peine d'encourir les contraintes selon les dispositions légales.

**L'Unatra dénonce des tracasseries militaires sur le tronçon Komanda-Bunia.** « C'est vrai qu'après les opérations, la route est redevenue sécurisée. Mais, c'est la tracasserie militaire qui nous inquiète. Ça commence au niveau de Komanda. Les militaires exigent la carte d'électeur. Celui qui n'en a pas, et qui présente une attestation de perte des pièces, est obligé de payer 10 à 20 000 fc (5 à 10 USD). Et chaque voiture paye 5 000 francs (2.5 USD) à Komanda et Marabo. C'est ici qu'ils exigent au chauffeur de décharger le véhicule, ou bien il paye 5 000 francs (2.5 USD) puis il passe. Au cas contraire, il est retenu", a témoigné le président de l'Union nationale des agences de transport (UNATRA). Il a par ailleurs sollicité l'appui du nouveau gouverneur pour mettre fin à cette situation.

**Kinshasa : poursuite des travaux de réfection du pont Bongolo.** « Les travaux de ce pont se déroulent très bien. Nous avons procédé à la démolition du grand pont Bongolo. Pour le pont, la durée des travaux est de 3 mois, nous allons hausser le pont de 1.20m du niveau du sol et la largeur est de 7 m et la longueur sera est de 12 m Le pont sera en béton armé » selon l'ingénieur-chef de ce projet. La reconstruction de ce pont s'inscrit dans le cadre du projet de réhabilitation totale de la route Bongolo.

**Tête-à-tête Tshisekedi - Sassou à Kinshasa.** « La rencontre de ce jour s'inscrit dans le cadre des consultations ordinaires entre le Président en exercice de l'Union Africaine et le Président de la communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) dont leurs pays sont membres », écrit le service de communication de la présidence RDC, citant des «sources diplomatiques des deux pays. » Cet entretien présidentiel intervient la veille du sommet de Paris consacré au financement des économies africaines. Les deux dirigeants préparent un plaidoyer commun au profit du continent, selon la même source.

**Beni : les Fardc saluent les frappes aériennes de la Monusco contre des positions ADF.** « Le raid aérien, mené dans le cadre de l'appui opérationnel de la Monusco aux Fardc, a été effectué sur la base d'informations et de renseignements précis sur la présence de combattants ADF au niveau des cibles traitées. Le bilan du raid est en cours d'évaluation », explique le major Ari Mody. Pour sa part, le porte-parole des opérations Sokola 1 Grand-Nord, se félicite de cette

intervención de la fuerza de la Monusco. Il explique que ces frappes aériennes ont contraint les ADF à quitter leurs retranchements. Ce qui a permis à l'armée de les identifier et de se mettre à leur poursuite.

# www.africafundacion.org



*conecta con África*



*conecta con África*



*conecta con África*



informaci[ON]  
ilusi[ON]  
difusi[ON]  
concienci[ON]  
pasi[ON] [ON]



*conecta con África*



*conecta con África*



*conecta con África*